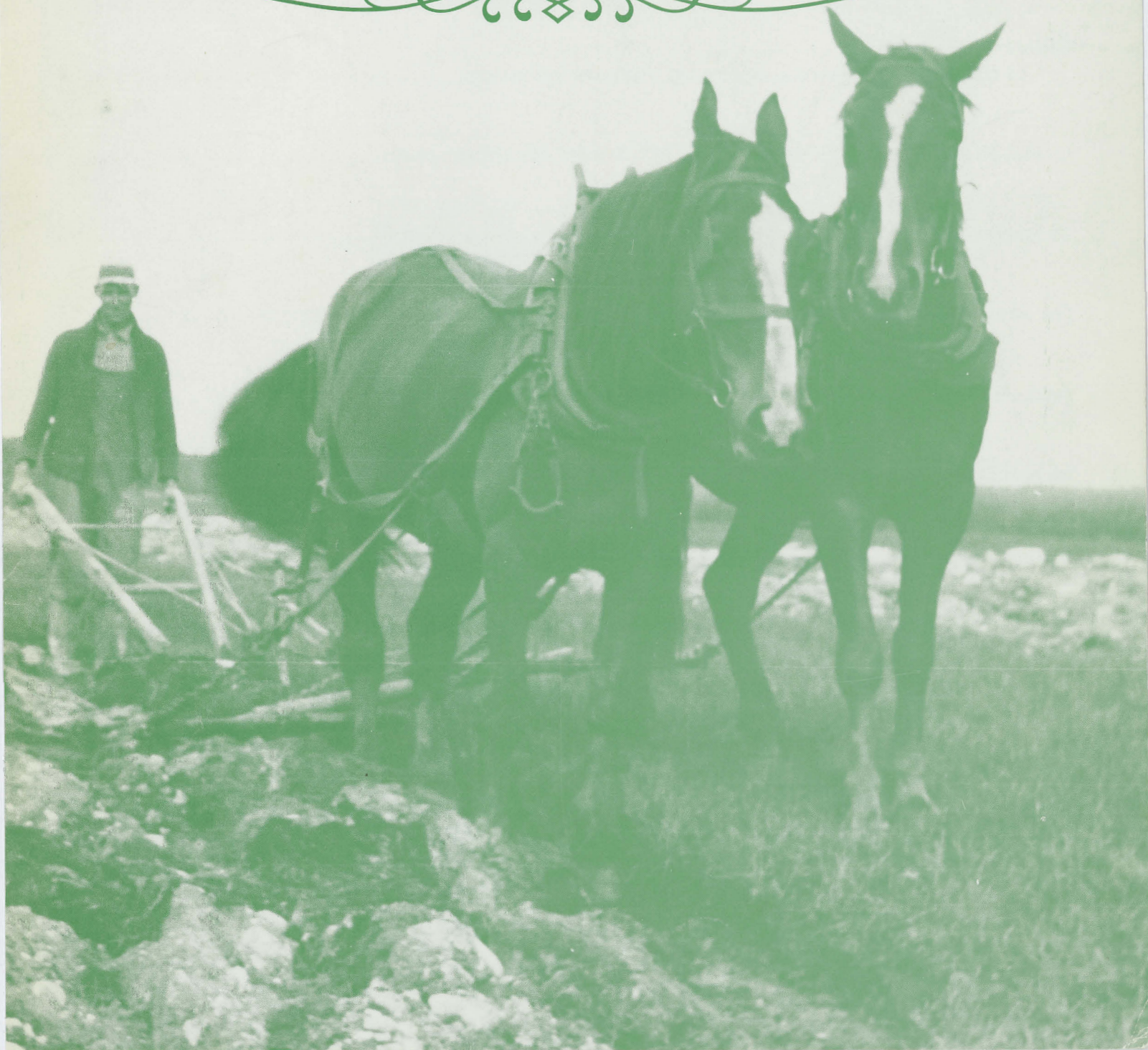


Revue d'histoire  
du  
Bas - Saint-Laurent

VOLUME VIII NUMÉRO 2    AVRIL-SEPTEMBRE 1982



# Sommaire

<b>Éditorial</b>	
<b>Le fin mot de l'histoire... régionale. <i>Antonio Lechasseur</i></b> .....	<b>29</b>
<b>Le Musée régional de Rimouski, 1972-1982. <i>France Lévesque</i></b> .....	<b>30</b>
<b>Le passé du Musée régional. Notes chronologiques</b> .....	<b>34</b>
<b>Les débuts de la coopération agricole dans le Bas-Saint-Laurent. <i>Jacques Lemay</i></b> .....	<b>36</b>
<b>Faits vécus dans la vallée de la Matapédia. <i>Ovila Paradis</i></b> .....	<b>44</b>
<b>Le patrimoine archivistique de la région du Témiscouata. <i>Gaétan Bouchard</i></b> .....	<b>45</b>
<b>Document: Rimouski en 1938. Population et économie</b> .....	<b>48</b>

# Editorial

Revue publiée par la  
Société d'Histoire régionale  
du Bas-Saint-Laurent  
C.P. 332  
Rimouski, Québec.  
G5L 7C3

## Conseil d'administration

Jacques Lemay, président  
Gaétan Bouchard, vice-président  
Marie-Ange Caron, secrétaire  
Jacinthe J.-Rioux, trésorière  
Donald Lachance, administrateur

## Comité de rédaction

Antonio Lechasseur  
Jacques Lemay  
Yvan Morin

## Politique rédactionnelle

Les personnes intéressées à publier des articles, notes de recherche, notes bibliographique ou comptes rendus doivent faire parvenir leurs textes avant les dates suivantes pour publication dans le numéro suivant de la Revue:

- 15 janvier, no 1 Janvier-Mars
- 15 mars, no 2 Avril-Juin
- 15 juin, no 3 Juillet-septembre
- 15 septembre, no 4 Octobre-décembre

Il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste pour publier dans la **Revue d'Histoire**. Le comité de rédaction peut, dans certains cas, assurer un support technique aux auteurs. Les textes sont lus par le comité et recommandés, selon le cas, pour publication. Les auteurs demeurent cependant responsables du contenu de leurs textes. Une invitation pressante est faite aux intéressés.

## Dépôts légaux:

Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada

ISSN-0381-8454

© Société d'Histoire régionale du Bas-Saint-Laurent

## LE FIN MOT DE L'HISTOIRE... RÉGIONALE

Antonio Lechasseur, rédacteur

Le second numéro de votre abonnement de 1982 vous arrive très en retard. La difficulté de réunir des textes de qualité et mon peu de disponibilité peuvent expliquer cet état de choses. L'équipe de rédaction espère vous faire parvenir notre dernière livraison annuelle dans les prochaines semaines. Le retard sera ainsi rattrapé. Le premier numéro de la revue pour l'année 1983 sera publié au cours du premier trimestre de la nouvelle année.

Ce n'est un secret pour personne, la **Revue d'histoire** est toujours sur le point de sombrer après chaque parution. À quoi cela est-il dû? La première raison tient d'abord, et c'est important de le souligner, à la politique éditoriale développée par les diverses équipes qui se sont succédées à la rédaction de la revue depuis sa fondation. Nous avons jusqu'ici évité les sentiers de la facilité en voulant présenter un produit de très haute qualité à un vaste public. Même si ces objectifs sont difficiles à atteindre nous voudrions que la revue soit le reflet des divers courants de l'historiographie québécoise dans plusieurs sphères d'analyses mais surtout en histoire régionale, le Bas-Saint-Laurent constituant un objet d'étude naturel pour les chercheurs et les historiens qui l'habitent.

Tout en assumant ces choix, on ne peut s'empêcher d'évoquer, en second lieu, la torpeur dans laquelle baigne la recherche en histoire régionale aujourd'hui. Lorsqu'on regarde ce qui se fait à l'Université ou dans d'autres institutions, on est frappé par le fait que l'histoire tout court, non pas seulement l'histoire régionale, perd peu à peu de sa pertinence au profit de l'action directe, d'un certain "militantisme" à la petite semaine, d'un type d'"intervention dans le milieu" qui empêche la formulation de réponses, tout au moins de questions, relatives au devenir contemporain. Certains historiens l'admettent implicitement dans la pratique de leur métier et dans leurs cours, quand ils ne s'en lave pas tout simplement les mains explicitement. Ces mêmes historiens sont de moins en moins aptes à formuler des problématiques en histoire régionale se laissant plutôt hypnotiser par des sociologues en quête de spectaculaire. D'ailleurs, l'ostracisme intellectuel, la censure dirons certains, règne là comme ailleurs.

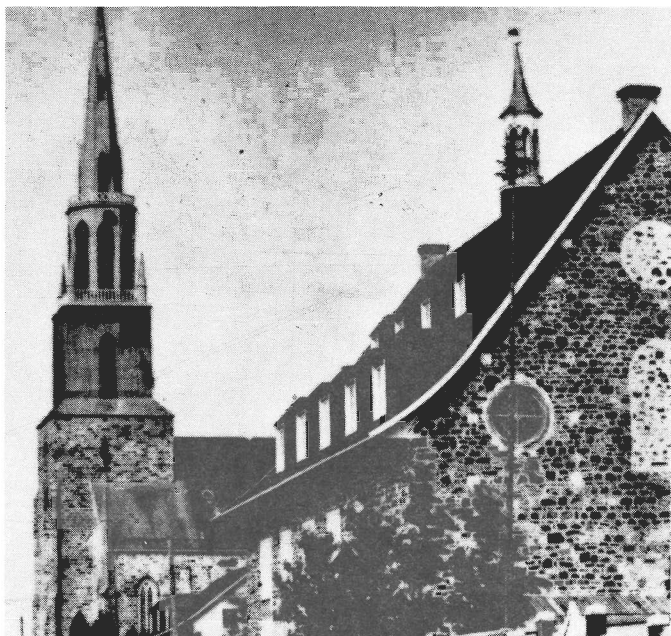
Alors, il ne faut pas se demander pourquoi la connaissance du passé historique régional progresse si lentement. Les demandes de subvention se font moins nombreuses et par conséquent les travaux de recherche. Quant aux publications, n'en parlons pas...

En ce qui nous concerne, tant que toutes les possibilités ne seront pas épuisées, nous allons continuer à croire en la nécessité d'une telle revue.

Ceux qui sont intéressés par l'histoire régionale ont leur mot à dire dans la poursuite de nos activités. Nos collaborateurs et nos lecteurs restent le seul espoir. Qu'ils soient remerciés pour leur soutien.

# Le Musée régional de Rimouski, 1972-1982

France Lévesque



Le Musée régional de Rimouski, suite à plusieurs utilisations passées, devient une institution importante sur le plan culturel dans la région. La collaboration et le dynamisme de plusieurs personnes de Rimouski ont permis son ouverture officielle le 23 juin 1972. Ces personnes sont Monseigneur Antoine Gagnon, ex-président de la Corporation du Musée régional de Rimouski, dont le comité exécutif qui se compose de M. Gaston Martin, Mme Lisette Morin, M. Gilles Tremblay, M. Guy Hamel et M. Luc-Bernard Duquette.

Durant cette décennie, le Musée diffuse une culture vivante en présentant des expositions à caractère régional, national et international, très variées, surtout artistiques mais aussi historiques, ethnologiques ou même sociales.

Dès 1969, le "couvent gris" se retrouve inoccupé. Les directeurs de l'École technique se préoccupent de l'avenir du bâtiment. Nous pouvons retrouver dans les procès-verbaux de la Corporation de l'École technique, des propositions qui témoignent du premier processus pour la création du Musée. Lors d'une réunion, tenue le 7 août 1969 à Rimouski:

*Il est proposé... que cette corporation soit autorisée à acquérir de Mgr Louis Lévesque, archevêque de Rimouski, l'édifice actuellement connu sous le nom de "ÉCOLE ST-JOSEPH" et qui est la troisième église de Rimouski, située sur la rue St-Germain ouest à Rimouski, pour le prix de \$1.00...''<sup>1</sup>*

De plus, à la même réunion:

*"Il est proposé... que le président de la Corporation (Mgr Antoine Gagnon) soit autorisé à effectuer des pourparlers avec la Cité de Rimouski dans le but de rénover la dite École St-Joseph... et d'en faire un musée régional."'<sup>2</sup>*

Les premières démarches entreprises ouvrent les portes à une étape importante, celle de la restauration. Le président de la Corporation engage les ingénieurs et les architectes pour préparer les esquisses, les plans et les devis en rapport avec une recherche historique. Un premier budget vient directement de la caisse de la Corporation de l'École technique,

*"À ces fins, ainsi que pour les travaux préliminaires, le président est autorisé à dépenser un montant qui ne devra pas dépasser la somme de \$100,000.00."'<sup>3</sup>*

Le 15 août 1970, un entrepreneur s'engage à effectuer certaines modifications. En août de la même année, les travaux continuèrent pour enlever le toit de tôle,



l'enduit de ciment gris et les annexes. La Corporation de l'École technique, alors, change pour le nom de la Corporation du Musée régional de Rimouski.

Le 6 mars 1971, suite à une réunion du conseil d'administration de la nouvelle Corporation, Monseigneur Antoine Gagnon, M. le maire Bérubé et le Ministre Maurice Tessier sont délégués afin d'évaluer et d'étudier d'autres possibilités budgétaires pour la continuité des travaux.

À la fin avril 1971, les travaux arrêtent temporairement à cause d'un manque de fonds. On procède donc à un emprunt bancaire. Un peu plus tard en novembre, une demande de subvention s'adresse au Ministère des Affaires culturelles pour terminer la réfection.

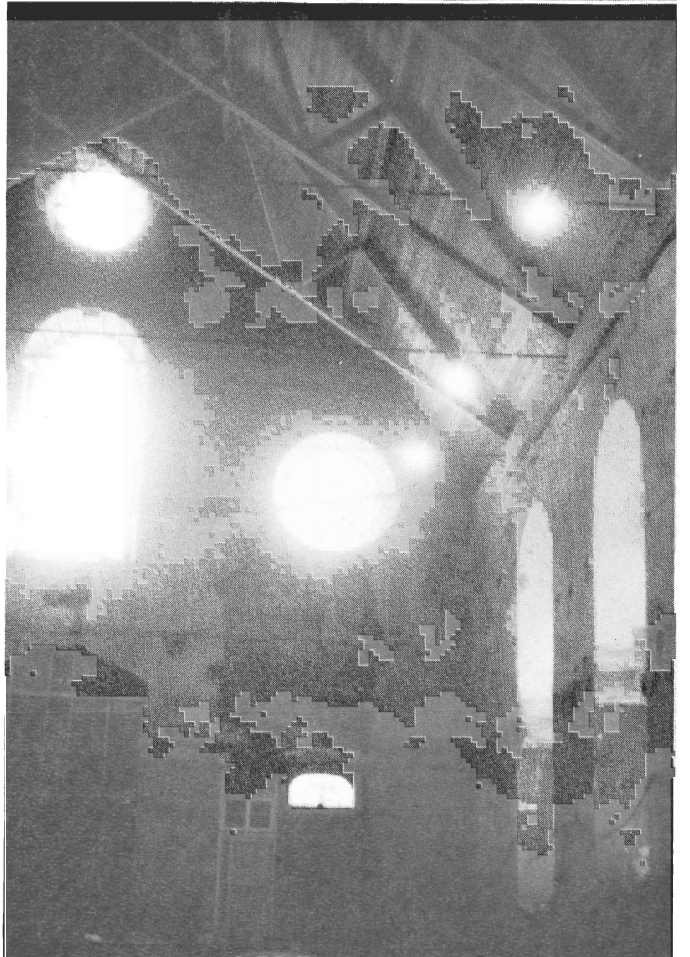
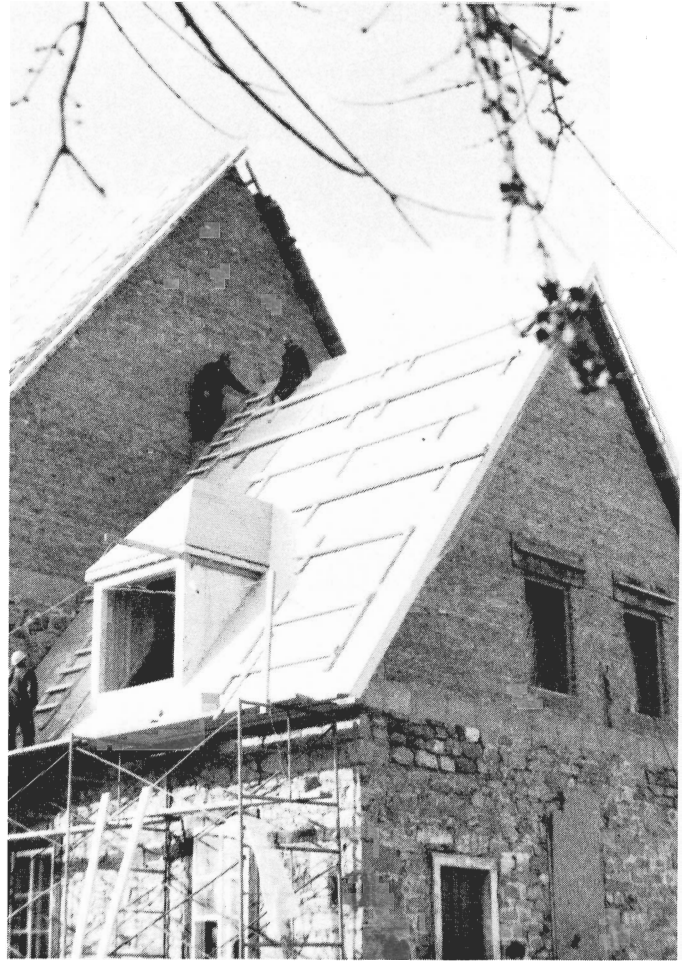
Sous la direction de M. Gaston Martin, la restauration se poursuit jusqu'à l'intérieur. On procède donc au curetage: chambres d'écoliers, salles de musique et les classes sont démolies et remplacées par une nouvelle structure à l'image de l'église passée. Selon M. Martin, cette restauration s'est faite à partir de compromis, souvent monétaires. Ce projet se définit plutôt comme une "restauration critique" dans le sens de reconstitution des parties reconstituées dans l'harmonie du modernisme et de l'oeuvre ancienne. Poutres et planchers à cheville deviennent des éléments décoratifs, et imitent ceux d'antan.

Le 14 mars 1972, lors d'une assemblée d'administrateurs, il est résolu de restructurer la Corporation du Musée. Un amendement fait porter de 3 à 20 le nombre d'administrateurs. Ils sont réélus à chaque année par l'assemblée générale. Les membres de ce conseil peuvent élire, entre eux, un comité exécutif de cinq personnes et différents comités de travail. La Corporation du Musée est une institution privée, à but non lucratif, incorporée en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies du Québec. Pour son fonctionnement, le Musée bénéficie d'une subvention du Ministère des Affaires culturelles par l'entente Canada-Québec dans le cadre du programme O.D.E.Q. (office de développement de l'Est du Québec).

Le comité exécutif formé procède à l'engagement du premier directeur, M. Jean-Yves Leblond, en avril 1972. Il aura comme mandat de préparer l'ouverture officielle de l'institution. Ce comité se compose de gens intéressés à la cause culturelle et ils y travaillent depuis plusieurs années. Pour devenir membre de la Corporation, il importe de payer une cotisation de \$1,00, somme minimale, et de vouloir s'impliquer selon ses qualifications.

Dès avril 1972, M. Leblond se met alors à la tâche pour une première organisation générale tant au niveau du personnel, des immobilisations et des conditions muséologiques primordiales. Il entreprend des contacts pour une demande d'affiliation à l'Association des Musées canadiens, suite à une politique nationale muséale dans le but de développer les Musées au pays.

Le Ministère des Affaires culturelles du Québec, subventionnaire, entend créer un réseau de Musées à vocations différentes dans la région de la Gaspésie, du Bas-Saint-Laurent et des Îles-de-la-Madeleine. La vocation Beaux-Arts est désignée pour le Musée de Rimouski. Ceci l'implique à conserver, collectionner et présenter



des objets tels que, sculptures, peintures, gravures, dessins, ainsi que des objets d'art décoratif. Des relations avec le Musée du Québec, par le directeur M. Jean Soucy, facilitent la collaboration pour des prêts d'objets. M. Leblond emprunte des oeuvres du patrimoine artistique national, qui donnera lieu à des expositions d'art traditionnel et contemporain. La vocation régionale du Musée s'exprime par des expositions d'artistes régionaux, des concerts d'été, des soirées de poésie, des conférences et plusieurs autres activités culturelles.

M. André Lemay, designer de Montréal, a conçu le système d'éléments modulaires pour l'accrochage et la présentation des expositions.

M. Léo Rosshandler, directeur-adjoint en 1972, du Musée des Beaux-Arts, donne plusieurs conseils pour l'organisation interne du Musée. Ceci permettra un échange de services et de prêts d'objets pour des expositions futures.

Dès 1973, le Musée devient un Centre national d'exposition. Le gouvernement fédéral décide d'organiser un réseau de centres d'exposition, suite à une nouvelle politique de démocratisation et de décentralisation du patrimoine national, déjà amorcée vers 1971-72.

Le directeur fait une demande de subvention afin d'obtenir les ressources nécessaires pour améliorer les conditions du Musée dans le but de répondre aux normes minimales muséologiques: contrôle de la lumière et de l'humidité. On procède à l'installation du système de climatisation.

Étant un centre national d'exposition, l'institution reçoit des expositions itinérantes organisées par d'autres musées, de types artistique, scientifique, historique, etc.

En 1974, le Ministère des Affaires culturelles retarde les subventions. Selon le rapport du président du comité exécutif présenté le 23 octobre 1974:

*"L'état de santé du Musée régional de Rimouski.. laisse fort à désirer, non du côté moral mais du côté physique".<sup>4</sup>*

Ces problèmes pécuniaires freinent la concrétisation du développement futur du Musée tant pour l'équipe-

ment que pour les acquisitions. L'institution en tant que Musée et Centre national d'exposition a des rôles précis, lui demandant des exigences spécifiques. La première fonction, celle de musée nécessite la création d'une collection permanente, l'amélioration technique et physique de l'édifice. La deuxième celle de Centre d'exposition requiert un programme varié d'activités et d'expositions à caractère régional, national et international.

En mai 1975, le programme de l'Entente Canada-Québec par l'O.D.E.Q. (Office de développement de l'Est du Québec) cesse.

Le Ministère des Affaires culturelles prend en charge le financement en partie. Le Musée doit participer pour trouver d'autres sources de financement afin de répondre à ses besoins à cause de son statut de musée privé.

En 1976, la même situation se reproduit. Les sub-



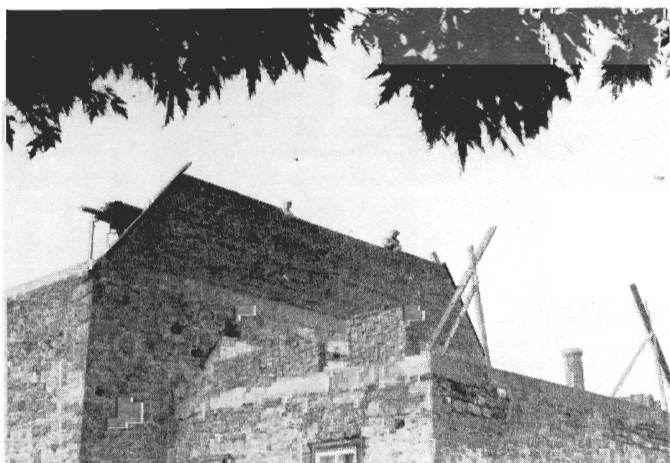
ventions sont inférieures à la demande du Musée. Plusieurs solutions temporaires sont à l'essai, en passant par les campagnes de financement et la formation de l'association des "Amis du Musée" en 1976. Chaque participant payait 50\$ de droit d'inscription et pouvait participer au tirage d'une oeuvre d'art par mois. Cette expérience dura un an au plus et mobilisait beaucoup de temps et d'énergie.

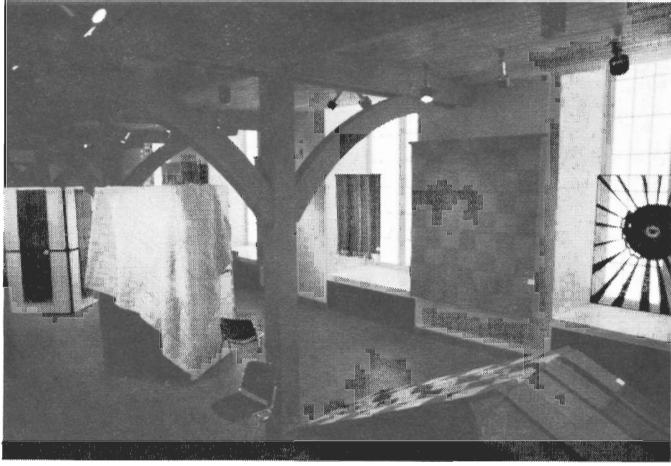
M. Jean-Yves Leblond démissionne en août 1977. Il annonce officiellement à la presse qu'un trop grand accaparement administratif ne lui donne pas le temps de se consacrer aux expositions et à la vie artistique. Selon lui, le Musée a besoin du personnel qualifié.

La même année, le prix de cotisation des membres s'élève à 5\$ par année et un prix d'entrée s'ensuit. Un service d'animation s'ouvre afin d'élaborer un programme d'activités pour répondre à une plus grande accessibilité au musée.

Une idéologie de démocratisation de l'art apparaît au Québec en général, depuis l'arrivée du Parti Québécois au pouvoir en novembre 1976 et d'une nouvelle réflexion face à la culture en général.

En 1977, on précise, au chapitre "Objets et pouvoirs" des lettres patentes, que les rôles de la Corpora-





tion du Musée régional sont de promouvoir tous les modes de création artistique, traditionnelle et contemporaine; promouvoir la sauvegarde, la conservation et la mise en valeur du patrimoine artistique régional et la diffusion de la culture; amasser de l'argent ou autres biens par voie de souscription publique ou autrement; acquérir et accepter les dons et legs pour les fins de la Corporation.

En 1977, M. Jean-Louis LeBreux reprend la relève alors que le musée accusait déjà un déficit. Il se met ardemment à sa tâche et reprend le dossier des améliorations techniques telles que l'installation de l'ascenseur et l'entreposage, prêts en septembre 1978, toujours dans le but d'améliorer les conditions de conservation.

En juin 1978, lors de l'assemblée générale, on assiste à un remaniement total du conseil d'administration, composé de nouveaux agents culturels et de jeunes artistes.

La crise financière persistante et les diverses critiques de la philosophie du Musée font surgir un conflit idéologique.

Deux conceptions s'affrontent, d'une part les nouveaux venus souhaitent une plus grande accessibilité du Musée, afin de réaliser son objectif régional. La presse s'inquiète et parle alors de "vase clos" ou "tour d'ivoire".<sup>5</sup>

En 1979, le directeur et l'animateur démissionnent. En plus du conflit constant, M. LeBreux refuse le nouveau contrat de travail proposé par le Conseil d'administration.

En démissionnant, l'animateur insiste sur le rôle éducatif du Musée et signale que ce dernier est ignoré de la population.

Plusieurs verront alors dans cette situation des luttes stériles, trop souvent au détriment de l'institution elle-même.

Après six mois d'intérim, Charles-Henri Roy prit en charge en juin 1979 la direction mais il quitte après deux mois de services pour un emploi aux Musées nationaux du Canada.

En novembre 1979, la venue de Madame Diane Paquin, nouvelle directrice, permet une restructuration des services d'éducation, du centre de documentation, des visites commentées, etc. Selon ses propos:

*"Une restructuration des postes professionnels a permis au musée d'atteindre ses objectifs de diffusion, d'animation et d'éducation et ainsi faire participer le plus grand nombre de gens à l'activité muséale."<sup>6</sup>*

Selon Diane Paquin, le musée a ce rôle d'éveiller chez le visiteur, par des objets, une sensibilisation accrue de la collectivité dans laquelle il vit. Le musée a donc un rôle éducatif autre.

En juin 1978, lors d'une allocution prononcée au deuxième congrès de la Société des musées québécois, M. Denis Vaugeois, Ministre des Affaires culturelles du Québec, reconnaît que le réseau muséologique est en crise.

Le Musée développe un programme de formation des travailleurs de musée. Les musées sont reconnus comme des lieux de communication et de transmission des connaissances. À chaque année, les membres de la Société des musées québécois se réunissent pour rendre compte des expériences de chaque institution pour faire évoluer le réseau. Mme Paquin y participe, au nom du Musée de Rimouski.

Depuis l'arrivée de Mme Diane Paquin, l'approche se transforme. On informe la population sur la mission de l'institution à savoir, qu'en plus de faire connaître les biens du patrimoine, il faut les conserver. Un projet d'exposition itinérante, pour faire connaître la production artistique du Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie se concrétise en 1982. Intitulée "Photo 35", l'exposition diffuse les productions des photographes de la région à travers les musées et centres d'exposition au Québec et au Canada.

Les musées ne sont pas exempts de problèmes financiers, alors que la crise économique se fait sentir en 1981. Le musée accuse un déficit dû aux frais généraux qui augmentent.

Malgré la situation instable, le Musée régional de Rimouski a su respecter son rôle de diffusion et de conservation mentionné dans la charte de la Corporation. Le Musée régional de Rimouski, après dix ans d'existence, commence son histoire.

Les changements successifs de l'institution, n'ont pas assuré une continuité, un suivi, pour un développement à long terme.

Il est difficile de diagnostiquer le passé pour comprendre l'avenir du Musée. Cependant, il jouera toujours un rôle prépondérant dans la dynamique culturelle de la région.

1. Livre des minutes de la Corporation de l'École technique de Rimouski, procès-verbal de la réunion des administrateurs, le 7 août 1969, p. 171.

2. Ibid. p. 172.

3. Ibid. p. 172.

4. Dossier des activités administratives et culturelles présenté à l'assemblée annuelle de la Corporation du Musée régional de Rimouski, mercredi le 23 octobre 1974 p. 2.

5. "Vase clos ou tour d'ivoire?" dans le Progrès-Écho, mercredi le 3 mai 1978, p. C. 1

6. Diane Paquin, La grande histoire d'un petit musée, dans **Musées**, par la Société des musées québécois, vol. 3, no. 4, décembre 1980.

# Le passé du Musée régional

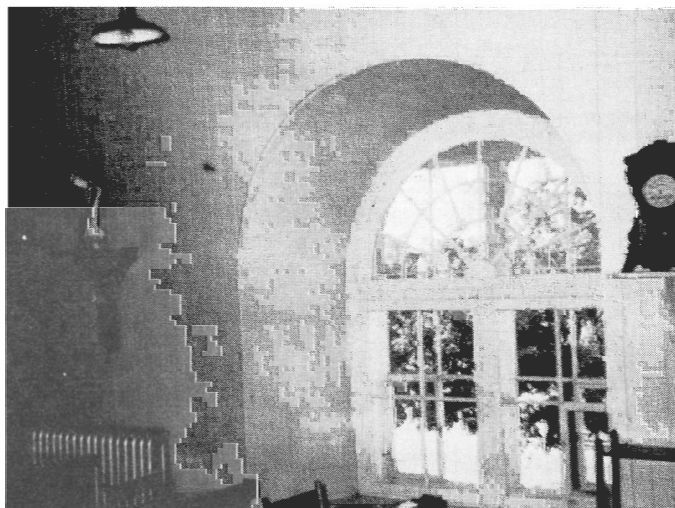
## Notes chronologiques

- 1712-1790: Première église en bois.  
 1720-1820: Deuxième église en bois.  
 Expansion de la ville — commerce du bois.
- 1822 : La population veut une nouvelle église en pierre et veut doubler le nombre de bancs. Le 13 juillet, la majorité des habitants et propriétaires signent une requête.
- 1823 : Contrat de construction avec M. François Audet, de Québec et les Syndics de Rimouski, le 4 juin.
- 1824 : Début de la construction de la troisième église en mai, par la sacristie.
- 1824 : Fin de la construction le 12 décembre et bénédiction par le curé Marc Chauvin. L'église n'a que son plancher principal, ses murs et son toit couvert de planches.
- 1825 : Décoration intérieure, lambrissage, jubé.



- 1826 : Le 15 juillet, une nouvelle cloche de 314 livres fut bénite par le curé Jacques Varin, curé de Kamouraska. Elle porta le nom de "Henri-Marc-Catherine".
- 1828 : On pose le bardeau sur le toit de la sacristie.
- 1829 : La paroisse de Rimouski fut érigée canoniquement.
- 1832 : On pose le bardeau sur le toit de l'église.
- 1833 : Thomas Baillargé de Québec, décore l'intérieur. Il réalisa un tabernacle, un crucifix et six chandeliers de style néo-classique.
- 1835 : La décoration générale est confiée à un ancien élève de Baillargé, Louis-Xavier Leprohon. Un contrat est passé entre Pierre Gauvreau, notaire, Louis-Xavier Leprohon et les marguilliers. Ce contrat est intitulé: "Marché pour ouvrages à faire dans l'église de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski".
- 1835: On procède au lambrissage du pignon.
- 1835 : La paroisse de Rimouski est érigée civilement.

- 1850 : La troisième église est insuffisante à cause de l'augmentation considérable de la population. M. Cyprien Tanguay devient curé et il désire que Rimouski soit le siège d'un futur diocèse.
- 1854 : Construction de la présente cathédrale.
- 1862 : Fin de la construction. La petite église en pierre aura servi au culte pendant 37 ans et fut administrée par six curés.
- 1855 : On fonde le Collège industriel. On y étudie l'industrie, le commerce, l'agriculture et la navigation. Les classes ne se donnaient pas dans des locaux fixes.
- 1862 : La petite église en pierre, inoccupée, abrite ce collège.
- 1863 : On y donne le cours classique. On fonde alors le Séminaire. Lutte acharnée contre les



- difficultés matérielles. On y aménagea un 2e, 3e et 4e étage durant les récréations et les congés de fin de semaine.
- 1868 : On y enseigne la théologie.
- 1868 : Mgr Langevin décide de la construction d'un nouveau séminaire mieux adapté aux besoins des étudiants.
- 1876 : Les séminaristes s'installent à leur nouveau séminaire.
- 1876 : Les Soeurs des Petites Écoles s'installent. Élisabeth Turgeon, de Beaumont, fonda cette congrégation religieuse. La commission scolaire lui confie les classes du primaire avec l'aide de cinq novices et de deux postulants. Mgr Langevin remet à la fondatrice et à sa soeur Marie-Joséphine, l'habit du Tiers-Ordre de St-François.
- 1881 : Feu du Séminaire et les séminaristes retournent temporairement à l'ancienne église. Les Soeurs des Petites Écoles logent temporairement dans une partie inoccupée de la





- maison de l'abbé Edmond Langevin. C'est là que mourut Marie-Élisabeth Turgeon, fondatrice.
- 1883 : En avril, les religieuses retournent au vieux couvent.
- 1891 : L'appellation des Soeurs des Petites Écoles est transformée pour celle de Soeurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire.
- 1895 : Le 5 août, vingt-sept religieuses prononcent les premiers voeux perpétuels.
- 1904 : On signe le contrat de la construction de la Maison-Mère des Soeurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire. La vie au Vieux-Couvent est intenable: froid, étroitesse, insalubrité.
- 1907 : Le 18 novembre, les religieuses entrent dans leur Couvent neuf.
- 1907 : Le 31 décembre, l'hospice des Soeurs de la Charité fut ravagé par les flammes.
- 1908 : Le 20 janvier, les Soeurs de la Charité habitent le Vieux-Couvent. On l'appelle l'École St-Joseph.
- 1913 : Rénovations du bâtiment. Le toit recourbé, les lucarnes et le clocheton cèdent la place à un toit de tôle. Le bâtiment est recouvert de ciment gris, sans style architectural particulier. On lui donne le nom populaire de "Couvent Gris".
- 1918 : Affiliation de l'École St-Joseph à l'Université Laval.
- 1925 : 400 élèves suivent des cours au Couvent Gris.
- 1935 : On reçoit 560 inscriptions. Le nombre d'étudiants augmente de plus en plus.
- 1938 : On construit une annexe dans laquelle on retrouve six classes nouvelles.
- 1940 : Instauration du cours commercial.
- 1950 : L'année de la nuit rouge. Une partie de la ville de Rimouski brûla. L'Hospice est détruit mais le Couvent Gris reste intact.
- 1969 : L'Hospice est reconstruit selon les normes modernes et il est nommé Institut Mgr Courchesne. Les classes sont fermées au Couvent Gris et les religieuses se retirent de l'enseignement. En septembre, le bâtiment se retrouve vide.
- 1969 : Le 7 août, les administrateurs de la Corporation de l'École Technique de Rimouski furent autorisés d'acquiescer de Mgr Louis Lévesque, archevêque de Rimouski, l'École St-Joseph, pour le prix de 1\$. On entreprit les premières démarches pour engager des ingénieurs et des architectes pour commencer les premiers travaux de réfection.
- 1970 : Les premiers travaux de réfection et de restauration commencent et sont dirigés par M. Gaston Martin, architecte. En août, la Corporation de l'École technique est changée pour le nom de la "Corporation du Musée régional de Rimouski". Financement grâce à l'O.D.E.Q. dans le cadre de l'entente Canada-Québec.
- 1972 : Restructuration de la Corporation du Musée. On porte de 3 à 20 le nombre d'administrateurs, élus en assemblée générale des membres du Musée à chaque année. Dès le mois d'avril, on engage M. Jean-Yves Leblond, premier directeur. Le Musée reçoit la vocation Beaux-Arts.
- 1972 : Ouverture officielle du Musée le 23 juin.

# Les débuts de la coopération agricole dans le Bas-Saint-Laurent

Jacques Lemay, professeur  
Université du Québec à Rimouski

L'histoire rurale des premières décennies du XXe siècle québécois n'est pas encore écrite. À l'exception de quelques pages de Firmin Létourneau sur les associations agricoles et de certaines études sociologiques sur le monde rural québécois, ce champ demeure pratiquement inexploré. Quant au niveau régional, il peut sembler étrange, à première vue, qu'en ce milieu rural par excellence, jadis si fier de la mission agricole que certains lui avaient assignée, n'ait pas de véritable tradition d'histoire rurale.

Cet aperçu sur les débuts de la coopération agricole dans le Bas-Saint-Laurent n'a pas la prétention de combler cette lacune. Il se présente plutôt comme une sorte d'introduction générale à l'étude des coopératives de notre région en prenant préalablement une vue rapide du contexte global québécois de l'époque. Il suppose que des analyses complémentaires davantage poussées et synthétiques reprennent, regroupent, ordonnent les connaissances déjà acquises sur ce sujet.

## 1. L'agriculture dans le contexte québécois des années '20

Au cours du premier quart de siècle, le développement économique du Québec y fait des progrès remarquables. D'agricole et de rurale, la société québécoise avance rapidement dans la voie de l'industrialisation et de l'urbanisation.

La campagne exerce de moins en moins ce doux attrait exalté par nos chantes nationaux qui prêchent "le retour à la terre"... La population rurale qui représentait en 1900 encore 60,3% de la population totale ne représente plus que 36% en 1931. <sup>1</sup> La part de l'agriculture au revenu intérieur brut est passée de 65% à 37% au cours de la période 1900-1930. <sup>2</sup>

L'agriculture québécoise des années '20, entre déclinément en période de récession réelle. Les raisons qu'on peut rapidement invoquer pour expliquer ce fait sont attribuables aux changements que le monde rural québécois a connus dans le contexte de la première guerre mondiale et de la nouvelle conjoncture qui en a résulté au moment où débute "l'après-guerre".

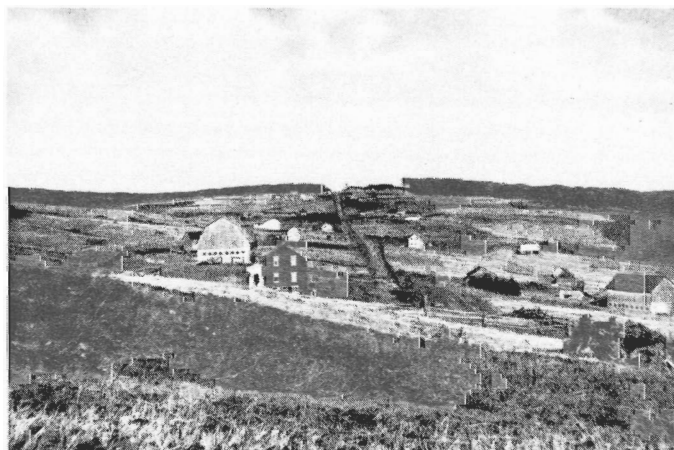
En effet, durant le premier conflit mondial, la classe agricole québécoise fit sa large part pour ravitailler les pays alliés de l'Europe. Le gouvernement fédéral sollicita d'ailleurs la collaboration des provinces pour mettre au point un programme efficace de production. Dans les grandes lignes, le programme prévoyait que les provinces des Prairies "le grenier de l'Empire" devaient fournir les céréales tandis que les provinces centrales devaient expédier surtout du porc et des produits laitiers.

Pour le fermier canadien, comme pour celui du Québec, cette période peut être considérée de "faste" à plus d'un point de vue, surtout à cause d'un gonflement artificiel de la demande et des prix. Les exploitations de produits agricoles qui atteignaient en 1914, \$252 millions de dollars montent à \$758 millions de dollars en 1918. <sup>3</sup> On peut constater une semblable progression quand on considère les prix des produits agricoles qui connaissent une inflation sans précédent. Selon Haythorne, l'indice des prix de vente des produits agricoles passe de 64 en 1913 à 133 en 1918. <sup>4</sup>

Au Québec la superficie moyenne des fermes augmente considérablement, elle passe de 106 acres en 1911 pour atteindre 125 en 1921. <sup>5</sup>

Quant à la production laitière, la plus importante pour le Québec et mise sur pied dès 1880, on note un fort accroissement de son taux de productivité qui dépasse de 15% annuellement durant cette période. Le marché du fromage à lui seul double pratiquement.

Pour la première fois de son histoire, le cultivateur québécois entrevoit que son activité économique pourrait devenir rémunératrice surtout s'il réussit à arrondir sa terre et s'il n'hésite pas à la mécaniser. En effet, c'est ce que nous démontrent les statistiques concernant la valeur des machines et de l'outillage, qui font plus que doubler entre 1911 et 1921, en passant de \$54,954,520 à \$111,949,036. <sup>6</sup> Les batteuses, lieuses, moteurs à gazoline, tracteurs..., envahissent le Québec. C'est durant cette période de guerre que s'est accélérée le plus rapidement la transition entre une agriculture de subsistance à une agriculture de marché. Il est clair que cette stratégie a réussi à profiter d'abord aux vendeurs de machines et de produits chimiques agricoles, aux grandes sociétés agro-alimentaires de transformation et de com-



mercialisation qui se forment alors: les Canada Packers, Wilsils, Coronation... Les agriculteurs québécois en y apportant leur force de travail y ont gagné un bénéfice bien temporaire mais surtout un endettement très lourd.

En 1918, la classe rurale se rend compte qu'un formidable phénomène de concentration des organisations commerciales, surtout celles qui achètent leurs produits, s'est réalisé à la faveur de la guerre et qu'un phénomène semblable s'est également produit dans les entreprises industrielles qui fabriquent et leur vendent les marchandises d'utilité professionnelles.

Au lendemain de ce conflit, cette "fausse" prospérité se termine subitement. Les pays d'Europe se hâtent de restaurer leur agriculture. Les cultivateurs québécois voient d'abord rétrécir leurs marchés, puis se les faire définitivement fermer. Le pays voisin par le bill protectionniste Fordney-McCumber en fait autant en bloquant l'accès des produits agricoles canadiens au marché américain en 1921. Les prix d'alors s'effondrent, et l'agriculture sombre dans une crise d'autant plus difficile à supporter que les cultivateurs s'étaient endettés par l'achat de terres, de cheptel et d'instruments aratoires à des prix élevés.

Pour la majorité des producteurs québécois, ils se retrouvent dans une situation plus précaire qu'avant 1914. Les grandes entreprises qui avaient acheté les produits de la ferme ont renforcé leur emprise. Les cultivateurs sont réduits au rôle de fournisseurs de matières premières aux conditions fixées par les industriels. De plus, la production agricole québécoise est livrée à une virulente concurrence de la part des producteurs de l'ouest, de l'Ontario, des États-Unis et même de la Nouvelle-Zélande et d'Australie qui se cherchent eux aussi des marchés libres. Les faillites de cultivateurs se multiplient dans les milieux agricoles, on accuse pour leur inertie les gouvernements d'être responsables de cet état de crise. Beaucoup songèrent alors à s'organiser pour prendre en mains leurs intérêts mal servis, affirmèrent-ils, par ces gouvernements d'avocats et d'hommes d'affaires.



À son congrès de 1921, l'Association Catholique de la Jeunesse Canadienne-française se prononce pour "poser des frontières et laisser à la porte les produits d'Ontario et d'ailleurs autant que possible et autant qu'il est raisonnable. Débarrassons-nous des entraves politiques, administratives, juridiques et commerciales, qui, maintenant paralysent notre défense".<sup>7</sup>

C'est dans ce contexte général, que se profile ce besoin chez les agriculteurs de se donner des outils comme les coopératives et des syndicats par exemple, pour mieux défendre leurs intérêts. Le mouvement coopératif démarre lentement, il se consolide en 1922 par la fondation de la Coopérative fédérée qui devra se réorganiser en 1929. Également au niveau syndical, après plusieurs essais manqués, l'association professionnelle est définitivement lancée en 1924 par la création de l'Union Catholique des Cultivateurs et qui consacra ses premières années à réclamer des gouvernements les réformes les plus urgentes: comme par exemple l'établissement d'un crédit agricole et l'abaissement des taux de transport des produits agricoles.<sup>8</sup>

Dès sa fondation, les membres de l'U.C.C. croient qu'il est urgent d'organiser les services professionnels destinés à aider leurs membres dispersés sur le territoire québécois, en favorisant la création des caisses populaires, des mutuelles et des coopératives agricoles dans chaque paroisse rurale.

C'est donc, dans ce contexte particulièrement troublé de l'après-guerre, qu'on assistera dans notre région à la création d'une multitude de petites coopératives agricoles dont celles de Saint-Fabien en 1927, du Bic et de Sainte-Luce en 1928 qui en sont les pionnières illustres.

## 2. L'agriculture dans le contexte régional des années '20

Dans notre région<sup>9</sup>, l'agriculture malgré les avatars signalés précédemment, continue d'être une activité importante. Certains indices témoignent même d'un certain progrès durant les années de la première guerre mondiale. En effet, cette période nous indique que sous les rapports du nombre de fermes et des superficies des exploitations rurales, il y a une certaine progression. D'ailleurs les années '20 laissent entrevoir une accélération de ces transformations du paysage agricole régional.

### I — Évaluation du nombre de fermes (1901 à 1921)

	1901	1911	1921
Région:	11,256	11,314 (+11.5%)	12,616 (+3.6%)
Québec:	174,996	150,599 (- 2.1%)	147,370 (-6.6%)

Source: Recensements du Canada, 1901, 1911, 1921.

Ce tableau nous montre que le nombre de fermes augmente dans notre région, tandis qu'il y a baisse dans le reste du Québec.

### II — Évolution de la superficie totale en acres des fermes (1901 à 1921)

	1901	1911	1921
Région:	1,185,768	1,430,414 (+ 20%)	1,770,820 (+23.8%)
Québec:	14,444,175	15,613,267 (+8.1%)	17,257,012 (+10.5%)

Source: Ibid.

Le tableau précédent nous indique que la superficie des terres occupées augmente davantage dans notre région comparativement au reste du Québec.

### III — Évolution de la superficie moyenne des fermes (1901 à 1921)

	1901	1911	1921
Région:	105	113	135
Québec:	96	106	125

Source: *Ibid.*

Également, il est intéressant de constater que la superficie moyenne des fermes dans notre région augmente considérablement durant cette période en regard avec le reste du Québec. Cependant, il faut souligner que malgré que la superficie totale à l'échelle de la ferme soit plus grande dans la région que dans la province, la superficie défrichée est toutefois moindre de façon absolue et relativement dans la région que dans la province. Sa superficie défrichée varie de 40% à 60% selon les comtés.

Malgré la relative confiance qu'on peut accorder aux statistiques des recensements du Canada, elles représentent tout de même des indices satisfaisants de la situation générale.

Finalement, faut-il conclure que notre agriculture est en si bonne posture si on la compare à la moyenne québécoise? Il faut d'abord savoir se méfier des statistiques et des tableaux car parfois ils camouflent une part importante de la réalité. Effectivement si durant la période 1901-1921, l'étendue moyenne de la ferme de notre région passe de 105 à 135 acres et que pour le Québec on enregistre également une augmentation de 96 à 125 acres, il y a là une explication d'un phénomène important. En effet, certains observateurs attribuent ce mouvement de concentration à la mécanisation:

*"Qu'il me suffise de vous dire que dans nos rangs, ce sont les machines agricoles qui occasionnent le départ de bien des familles pour les États-Unis. Joseph, je suppose, est voisin de Pierre. Il a des machines agricoles pour tout ce qui concerne l'agriculture. Ainsi pourvu, il lui est aussi facile de cultiver deux terres qu'autrefois une seule. Il achète la terre de son voisin (...). Je reste ici depuis plus de trente ans. Plus d'une fois, j'ai vu des cultivateurs acheter des terres d'un grand prix, toutes à crédit. Je les plaignais, ces gens-là, et j'avais tort. Aujourd'hui ils ne doivent plus rien et il y en a qui, en achetant deux ou trois terres de leurs voisins, ont dépeuplé nos rangs".<sup>10</sup>*

Le phénomène de la mécanisation n'est pas facile à circonscrire car les statistiques dont nous disposons ne sont guère satisfaisantes. Tout au plus connaît-on l'augmentation de la valeur de l'outillage. La valeur totale de l'outillage des fermes du Québec passe de 27 millions de dollars en 1901 à 54 millions en 1911 et à 111.9 millions en 1921. Toutefois au niveau régional, le phénomène existe bien, et plusieurs sources peuvent nous aider à l'évaluer d'une façon qualitative.

Gérald Filion, ex-secrétaire de l'UCC, originaire de l'Isle-Verte nous décrit merveilleusement bien l'ampleur

de ce phénomène qui se développe dans sa paroisse:

*"Au moment dont je parle, les faucilles sont définitivement remises dans les greniers. Même le coupage à la faux est rare, on se sert partout de la faucheuse, la même que pour le foin. D'ailleurs on a cessé à peu près partout de cultiver le blé pour le pain, même si la meunerie d'Eugène Côté est encore équipée d'une moulange à blé et d'un blutoir. La farine à pain s'achète chez les marchands. Je doute qu'il y ait eu une seule moissonneuse à l'Isle-Vertes avant 1914. En tout cas, je n'en ai jamais vu ni entendu parler. Mais dès la guerre finie, le raz de marée submerge les fermes.*

*La plupart des cultivateurs s'équipent de cette merveilleuse mécanique qui se vend jusqu'à trois cents dollars. Les cultivateurs trop pauvres pour se payer un tel luxe appellent à leurs se-*



*cours ceux qui en font étalage, moyennant compensation en argent ou en services".<sup>11</sup>*

L'agriculteur de notre région, comme l'agriculteur québécois en général paye un prix élevé pour ces transformations de l'activité agricole. Le prix est d'autant plus élevé que le passage à une agriculture de marché, dans laquelle la producteur est de plus en plus à la merci de forces qu'il ne contrôle pas, s'est effectué à un moment où les prix agricoles ont connu de violentes fluctuations.

De plus, en se spécialisant, les fermiers ont accru leur dépendance à l'égard du monde extérieur pour des produits de première nécessité, que leur fournissaient autrefois les industries domestiques. Dans les régions éloignées, comme la nôtre par exemple, l'amélioration des moyens de transport suscite un élargissement du réseau de distribution, active les échanges et fait reculer les frontières de l'agriculture autarcique. Ici, ce sera le travail en forêt durant les longs mois d'hiver qui procure le numéraire nécessaire aux échanges quand les choses vont bien, les marchands généraux forcent la vente de leurs produits et accordent généreusement du crédit.

L'équilibre est très fragile. Une diminution de la demande pour le bois sur les marchés étrangers entraîne un chômage important dans les chantiers en forêt et prive bon nombre de cultivateurs-bûcherons de leur princi-

pale source de revenus. Au début les marchands et les prêteurs se font généreux tout en exigeant, bien sûr, un taux d'intérêt plus élevé. Si les difficultés persistent, ils n'ont bientôt plus d'autres choix, s'ils veulent eux-mêmes éviter la faillite, que d'exiger les sommes qui leur sont dues. Le prêteur sur gages, l'usurier, fait des affaires d'or, ramenant avec lui le cycle infernal de l'endettement, le découragement et les départs.

"Un cultivateur qui emprunte se ruine" aime à répéter le ministre de l'agriculture de l'époque, Caron. Mais devant les changements qui se produisent dans le milieu rural, le fermier et sa femme oublient leur prudence proverbiale. Le fermier n'hésite pas à hypothéquer sa ferme pour acheter de belles pièces d'équipement au représentant Massey-Harris, la seconde à passer des commandes à la compagnie Eaton. Paul Hubert, commissaire d'école de Rimouski, notait dans un article paru dans le **Semeur** en mai 1922, que:



*"le livre presque unique et certainement le plus populaire dans nos campagnes c'est... le catalogue illustré de la maison Eaton. Entrez dans toutes les demeures où l'on sait écrire, et vous le trouverez. Tout le monde le feuillette".*<sup>12</sup>

Outre le problème de l'endettement découlant du passage d'une agriculture autarcique à une agriculture de marché et de son coût élevé à payer, dû en partie à la modernisation de son équipement il y a d'autre part le problème d'une crise économique qui débute dans les années '20 et qui affecte tout le monde agricole québécois et en particulier son industrie laitière, l'épine dorsale de l'agriculture.

D'abord, on constate qu'il y a une baisse dans la production du fromage durant la période 1900-1921, la production passant de 58,171,000 à 54,243,000 livres. Cependant l'accent semble être mis sur l'amélioration de la qualité du produit. La production de beurre fit toutefois un bond remarquable, passant de 24,625,000 à 48,630,000 livres,<sup>13</sup> donc elle double pendant ce temps.

Dès le début de la décennie '20 les choses se gâtèrent pour l'industrie laitière québécoise, et elle devient plus mal en point que jamais. Olivar Asselin, homme très écouté, dénonce la situation de ce secteur qui a

toujours été à la pointe de notre agriculture.

*"La concurrence toujours plus vive de dix pays différents sur le marché anglais — à vrai dire dire notre unique débouché — fait que nos beurres et nos fromages se vendent depuis 1919 à peine un tiers ou un quart de plus qu'avant la guerre, tandis que le matériel de ferme, les engrais et le reste coûtent le double au propriétaire de troupeau laitier. Vingt ans encore de ce régime, et la spécialité qui fut pendant quarante ans le soutien de notre agriculture l'aura fait choir dans la plus grande détresse".*<sup>14</sup>

*"Éliminés ou à peu près du commerce et de l'industrie, note pour sa part Esdras Minville, nous sommes en train de perdre la terre, la terre qui presqu'ici nous a sauvés malgré tout".*<sup>15</sup>

L'auteur fait allusion ici aux difficultés de notre agriculture et des émigrations qu'elles entraînent. Ainsi la jeunesse "cet espoir de la Patrie", gagne les "factories" des états de la Nouvelle-Angleterre; elle va aussi chercher fortune en Ontario ou dans les Prairies quand elle ne va pas tout simplement grossir les rangs des gagnepetit dans les villes, main-d'oeuvre abondante et peu coûteuse des manufactures anglaises. Grande alors est la misère des classes laborieuses.<sup>16</sup>

Dans notre région, le cultivateur n'est donc pas à l'abri des problèmes que nous venons d'évoquer et chacun connaît un parent ou un voisin qui a émigré soit vers les États ou vers les agglomérations urbaines du Canada durant cette période.

Avant qu'éclate le "Krach" économique d'octobre 1929, Mgr Courchesne avait noté que le monde rural était en "crise" depuis quelques années ce qui favorisait la "désertion du sol".<sup>17</sup> Le principal motif qui expliquait cet état, selon lui, était l'écart croissant qu'il observait entre les prix industriels et les prix agricoles. Les cultivateurs qui s'étaient endettés pour acquérir un outillage moderne devaient les entretenir et continuer à faire des déboursés importants pour les payer entièrement, de plus ils devaient acheter auprès des filiales des firmes industrielles les fongicides, les insecticides et divers engrais chimiques pour améliorer leur production. Par contre, les prix de leurs produits agricoles connaissaient des chutes importantes, dues particulièrement aux débouchés de plus en plus restreints des marchés et de la concurrence effrénée des productions des provinces voisines. C'était particulièrement vrai, pour les productions régionales comme celle de la pomme de terre par exemple qui subissait la concurrence des cultivateurs du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse. "Si la mévente continue, il y a question de vie ou mort pour plusieurs de nos cultivateurs" expliquait un rédacteur du Progrès du Golfe qui signait "un habitant de Sainte-Luce".<sup>18</sup>

Dans une chronique "d'opinion libre" signée du pseudonyme d'OSCAR, on indiquait à la classe agricole de la région que "pour mettre de l'ordre dans le commerce des produits agricoles il faut que les producteurs s'organisent pour vendre, en se passant des intermédiaires qui sont souvent de puissants trusts qui font une marge de profits de plus en plus grande, par la coopé-



ration. Seuls les groupements de vente en coopération sont en mesure de traiter avec les compagnies de consommation, les administrations privées et publiques. Seuls les groupements peuvent obtenir des réductions de transport, des installations et aménagements nécessaires pour certains produits, comme la viande, le beurre, les légumes et les primeurs.”<sup>19</sup>

### 3. Les premières coopératives de la région

C'est dans cette optique, et à la même période qu'on peut relever dans la région la création d'un réseau régional de coopératives agricoles. C'est à Saint-Fabien, qu'on retrace l'organisation d'une première vraie coopérative agricole. En 1927, cent quatre-vingt-douze sociétaires s'engagent à vendre leurs produits, à la coopérative et aussi à y acheter les denrées nécessaires à leur exploitation. L'idée même de la coopération avait germé parmi les producteurs de Saint-Fabien depuis un bon moment. Depuis 1882, ils avaient fondé une première beurrerie coopérative qui fonctionnait sous le nom de **Syndicat Coopératif de Beurrerie No. 1**.

Selon les statistiques de l'**Inventaire des Ressources Naturelles et Industrielles** de 1938, ce syndicat coopératif de beurrerie est le plus dynamique de la région, et selon les enquêteurs "cette industrie semble fonctionner à l'entière satisfaction des patrons et des membres du Syndicat."<sup>20</sup> Outre la production laitière, on s'occupa de construire un entrepôt de criblage de pommes de terre, dont la production dépassait déjà une centaine de wagons par année.<sup>21</sup> La coopérative était chargée également d'expédier les animaux de boucherie et de les vendre sur le marché de Montréal. En retour, on réalisa vite que l'achat en commun des moulées, de la farine, des engrais chimiques, des insecticides, permettaient d'avoir pour une bonne qualité des prix très avantageux.

On peut constater que la création d'une coopérative agricole à Sainte-Luce en 1928 produit les mêmes effets. Ici il s'agissait de conserver un marché qui s'était dégradé passablement vite au lendemain de la première guerre mondiale, celui de la pomme de terre. Même avec l'époque difficile de la crise économique des années '30, la coopérative réussit à expédier jusqu'à 300 wagons de pommes de terre. Sa fromagerie et son poste d'écumage, installés en 1934 à Luceville, permirent aux cultivateurs de vendre à la Coopérative Fédérée l'essentiel de leurs productions.<sup>22</sup>

Malgré des débuts relativement prometteurs de ces coopératives locales, il est important de mener une étude plus longue dans le temps afin d'examiner les difficultés importantes qu'elles ont dû essuyer au cours de la décennie suivante.

L'analyse particulière d'une société coopérative, celle du Bic, aux prises avec les aléas de la crise économique des années trente, nous aidera à mieux comprendre la faiblesse et la fragilité des expériences coopératives au niveau régional.

C'est le 9 juillet 1928, qu'une trentaine de cultivateurs du Bic se rassemblent et décident de donner le coup d'envoi pour la création d'une véritable coopérative. Ils se portent donc acquéreurs de parts sociales. Chaque sociétaire possède le droit de vote, droit limité à un seul vote, quel que soit le nombre de parts sociales. Ils font une demande en bonne et due forme d'incorporation au gouvernement.

Environ un mois plus tard, soit le 18 août 1928, les démarches avec le gouvernement se terminent par la réception de lettres patentes:

*"Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Rimouski, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Ste-Cécile-du-Bic" dont le principal bureau est situé à Ste-Cécile-du-Bic.*

*Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles".*<sup>23</sup>

La Coopérative du Bic est officiellement fondée.

Cette fondation n'est pas un événement surprenant outre mesure pour cette population. En effet, il ne s'agissait pas ici d'une mode venue d'ailleurs, mais de quelque chose de profondément enraciné dans la mentalité collective dont on pouvait d'ailleurs retracer l'évolution même avant le début du siècle. En effet, il y avait eu depuis près de cinquante ans déjà le développement d'une société d'agriculture qui rassemblait quatre-vingts membres.<sup>24</sup> C'était d'ailleurs la société la plus active et la plus importante du comté. Officiellement, ce n'était pas une coopérative, cependant elle était basée sur l'idée de coopération, d'aide mutuelle. Comme association professionnelle de cultivateurs, elle tentait d'améliorer les troupeaux et les récoltes en plus de stimuler l'effort de ses membres au moyen d'expositions.

Par ailleurs, Bic, s'était déjà distingué par le rôle pionnier joué par quelques-uns de ses "leaders" dans le domaine de la coopération et cela, non seulement à l'échelon local ou régional, mais encore au niveau de tout le Québec. En effet, était sorti de ses rangs un Frédéric Boucher, par exemple, maire du Bic, défricheur, directeur de la Société d'Agriculture Régionale, qui sera fondateur de la première coopérative d'envergure au Québec: "La Société Coopérative des Fromagers" en 1910 et

qui deviendra plus tard l'importante Coopérative Fédérée. Nous savons déjà comment cette coopérative des fromagers a joué un rôle prédominant dans le domaine de l'industrie laitière du Québec. C'est elle qui eût la première à disputer la maîtrise du négoce du marché du lait, du beurre et du fromage au puissant **Board of Trade of Montreal**, si longtemps libre de fixer les prix à sa guise et qui d'autre part c'est également elle qui dut se battre afin d'obtenir pour les fromages du Québec un classement équitable sur le marché anglais.

On retrouvait par ailleurs au Bic, déjà depuis 1924, un poste d'achat et de vente d'animaux, de pommes de terre, de grains et de semences, géré par un syndicat de l'U.C.C., qui permettait de ravitailler les agriculteurs de la région.<sup>25</sup>

En somme, tant par ses ressources humaines que par les réalités passées, il n'était que naturel de s'attendre de la part de la population bicoise à une oeuvre d'aboutissement, systématisant et synthétisant toutes les expériences antérieures et qui porterait le nom de Société Coopérative Agricole de Ste-Cécile-du-Bic.

Qu'est-ce que concrètement, l'implantation d'une véritable coopérative agricole au Bic à la fin des années '20 pouvait apporter de changements dans la vie de sa population agricole? Ce ne sont pas des choses faciles à circonscrire, car il n'y a pas de statistiques disponibles pour évaluer tous les éléments de cette question.

L'agriculture qui était pratiquée alors au Bic, et dans les autres paroisses de la région conservait la plupart des traits d'une agriculture de subsistance, néanmoins certains traits d'une agriculture de marché étaient apparus surtout au moment du premier conflit mondial. On s'efforçait de produire sur la ferme tout ce dont la famille avait besoin: nourriture, mobilier, vêtements, chauffage, etc... Cependant, le cultivateur pratiquait l'élevage de certains animaux de boucherie comme le porc qu'il vendait, il cultivait également la pomme de terre, l'avoine qu'il cherchait à vendre également. Quant au lait de ses vaches, six ou sept en moyenne, il était vendu à la beurrerie coopérative du village. Cependant, à cause de la dimension restreinte des troupeaux et de la faiblesse des rendements, les opérations commerciales du cultivateur suffisaient à peine à l'achat des biens essentiels pour sa famille: farine, sucre, mélasse, tissus pour les vêtements. De la façon générale, une fois que la famille avait réussi à vivre, il restait peu d'argent liquide à investir dans la ferme elle-même soit pour l'achat d'animaux, d'équipement, ou même de graines de semence. On sait d'autre part que c'est la forêt, le travail dans les chantiers ou la coupe du bois sur les lots de ferme, qui procurait au cultivateur un revenu supplémentaire destiné souvent aux investissements agricoles de la ferme.

Dans ce contexte, l'organisation d'une coopérative locale, c'était le moyen pour tenter de conserver le minimum vital indispensable pour vivre: c'est-à-dire vendre les surplus agricoles au meilleur prix et acheter au meilleur compte les produits indispensables pour la ferme.

Les techniques et les conditions de l'agriculture étaient changées depuis la guerre. Des besoins nouveaux devaient être satisfaits. L'engrais naturel par

exemple, ne suffisait plus, il fallait de l'engrais chimique; il devenait également impossible de fabriquer soi-même les instruments de production; d'autre part, il fallait employer de nouvelles semences; il fallait plus de grains ou de moulées qu'on pouvait en produire...

La coopérative permettait aux cultivateurs du Bic de se grouper afin de se procurer à meilleur compte ces fournitures ou ces biens de production. Par ailleurs, le barattage individuel ne suffisait plus; il fallait la construction d'une fromagerie suffisamment importante pour accommoder une vaste clientèle pour transformer le lait ou la crème et suffisamment centrale pour accommoder toute la population bicoise. La coopérative offrait ce moyen de se regrouper pour effectuer la transformation du lait en fromage et en beurre. Quelques années d'efforts, et une nouvelle beurrerie placée au centre du village deviendra une réalité au cours de l'été 1935, malgré la concurrence de deux autres beurreries.

L'industrie laitière favorisait par ailleurs comme production secondaire, l'élevage de porcs et d'animaux destinés à la boucherie. Avec l'augmentation de cette production, il devenait de plus en plus difficile aux cultivateurs bicois d'écouler eux-mêmes leurs animaux sur un marché aux dimensions nouvelles. Des acheteurs à la solde des grandes industries agricoles, parcouraient le Bas Saint-Laurent et fixaient arbitrairement les prix des animaux de boucherie. "Les spéculateurs, devaient me confier les fondateurs de la coopérative du Bic, abusèrent de l'inexpérience des cultivateurs".<sup>26</sup>

C'est afin de s'assurer des meilleurs prix possibles, et surtout de freiner l'action de ces spéculateurs qu'ils se sont groupés en coopérative. Il devenait ainsi possible d'éliminer une bonne partie de ces intermédiaires parasitaires et d'exercer une pression pour de meilleurs prix.

Ainsi, la Coopérative du Bic permettait malgré ses relatifs succès, aux cultivateurs de conserver eux-mêmes le contrôle des fonctions d'approvisionnement et de vente. Le magasin ou la meunerie, la beurrerie et les





1938. Malgré le nombre toujours croissant de coopératives durant cette période, ainsi par exemple, leur nombre fait plus que doubler entre 1931 et 1938, il faut attendre 1937, pour remarquer que les ventes effectuées par les coopératives retrouvent la vigueur d'antan, après dix années de fluctuations vers le bas.

Au Bic, la coopérative ne déroge pas au mouvement général imprimé par l'économie de l'époque. Le volume de ses ventes subit un fléchissement spectaculaire tandis que ses opérations financières sont continuellement en déficit. Les effets désastreux de la crise de 1929 sont les grands responsables de la mauvaise situation de la coopérative. Il reste que les prix des produits agricoles demeureront bas jusqu'en 1939. L'entassement de la population dans les campagnes aggrave encore la tendance à la baisse du niveau de vie en agriculture. Les opérations de la société coopérative ne pouvaient qu'enregistrer la tendance moyenne du mouvement.

services de vente, devenaient aussi des prolongements de la ferme. Le point de concurrence entre la production et la consommation se situait maintenant entre des cultivateurs groupés en coopérative et le premier acheteur.

Les premières réalisations de la coopérative peuvent paraître bien modestes en regard de celles d'aujourd'hui. Néanmoins, il est nécessaire de préciser qu'au moment où la coopérative du Bic commence à faire ses premiers pas, une terrible crise qui avait débuté aux États-Unis, par une crise du monde agricole, frappe durement le Canada et le Québec.

La période de 1929-39, n'est pas un simple "krach" boursier, ni une simple opération bancaire désastreuse ou encore une crise qui ne devait affecter que la production industrielle, mais c'est aussi une crise qui aggrave encore davantage les problèmes du monde rural déjà marqué profondément par la récession de l'après-guerre.

Ce phénomène de "crise", à l'époque des années '30 peut s'observer en étudiant les rapports financiers des coopératives agricoles du Québec.

**TABLEAU**  
**Évolution du nombre de coopératives**  
**et de leur chiffre d'affaires entre 1928-1938.**<sup>27</sup>

Nombre de Sociétés coop.	Chiffres d'affaires	Années
?	14,546,878	1928
?	11,743,921	1929
82	11,624,737	1930
105	8,872,797	1931
125	7,093,304	1932
129	8,235,816	1933
135	8,432,307	1934
158	12,074,032	1935
167	13,611,392	1936
188	14,381,781	1937
215	16,432,716	1938

Ce tableau représente le nombre de sociétés coopératives qui ont transmis un rapport de leurs opérations au département de l'agriculture du Québec entre 1928 et

**TABLEAU**  
**Ventes de la Coopérative du Bic (1928-1942)**  
**et déficits annuels**<sup>28</sup>

Années	Opérations (ventes)	Déficits annuels (—) ou Bénéfices (+)
1928	(fondation de la coop.)	
1929	\$11,007.	—
1930	1,408.	—
1931	5,074.	+ 4.50
1932	—	— 358.54
1933	2,423.	— 396.11
—		
1936	6,431.	— 30.57
1937	10,509.	+ 14.67
1938	10,544.	— 226.78
1939	incomplet	— 670.82
1941	10,561.	—1,144.66
1942	21,705.	— 548.76

À partir des données de ce tableau, nous pouvons faire au moins deux constatations: premièrement, que la "crise" produit ses premiers effets, c'est-à-dire en 1930, les ventes sont divisées par dix, et nous pouvons constater que ce n'est qu'à partir de 1937, et surtout 1942 qu'elles reprennent un niveau supérieur à 1929. D'autre part, durant toute cette décennie la coopérative n'arrive pas à boucler ses fins d'années, les déficits sont devenus la règle générale de l'organisation et les bénéfices qui sont réalisés accidentellement, sont dérisoires.

Il fallait effectivement avoir la foi pour croire à l'avenir de l'institution. Reconnaissons qu'elle ne prêchait pas par l'apparence. Trop pauvre pour avoir son propre local, la coopérative est hébergée gratuitement par la paroisse et les réunions se tiennent habituellement au "sous-bassement" de la sacristie.

Le gérant touche encore en 1940 un salaire annuel de \$500.00 (cinq cents dollars) et une commission sur les profits nets réalisés. Or, considérant que ceux-ci étaient ridicules, nous pouvons nous faire une idée plus juste de ses revenus. En 1941, on autorise le gérant à prendre un congé "pourvu qu'il se fasse remplacer tout en surveillant les affaires de près comme par le passé".<sup>29</sup> "Les



affaires" dont s'occupe le gérant sont importantes, il voit à tout ce qui touche la coopérative: le commerce des grains, engrais, animaux, patates, les produits laitiers, etc...

D'autre part, l'étude des procès-verbaux de la coopérative nous permet de constater l'indigence des membres. Les appels nombreux qu'elle loge au député de la région, au ministre de l'agriculture et même au premier ministre du Québec pour solliciter les octrois promis sont pathétiques et se terminent toujours par ces termes "pour nous aider à payer nos dettes et continuer d'exister".<sup>30</sup>

À l'occasion de la construction de la "fabrique laitière", projet prioritaire de la décennie de '30, on constate que les cotisations individuelles des membres n'ont pas suffi en ces années difficiles pour atteindre l'objectif. La coopérative devra solliciter les bonnes grâces du gouvernement, mais sans grand succès pour finalement obtenir un prêt personnel du curé de la paroisse qui engagera toutes ses économies.<sup>31</sup>

Les difficultés de la coopérative au plan financier, s'observent davantage lors des discussions entourant la question des hausses des cotisations. Il a fallu une année de rencontres, de votes divisés pour obtenir la hausse d'une part sociale de \$10.00 à \$50.00. Celle-ci s'imposait depuis les origines de la coopérative, lui permettant ainsi un fonds de roulement plus important surtout au moment de la construction de la beurrerie, ainsi donc une survie toutefois assez précaire. Cette mesure n'a pas réglé ce problème de "pauvreté" de la coopérative puisqu'à chaque année, lors de l'assemblée générale annuelle, on retrouve toujours le même avertissement fait à ses membres: "Les actionnaires qui n'ont pas acquitté leur part prière de le faire dans le plus court délai possible sinon ils seront considérés comme non-membres". En 1941, sur un capital souscrit de \$4,050.00, \$2,569.00 seulement sera réellement payé,<sup>32</sup> soit seulement 63% du capital.

Des origines jusqu'aux années '40, la Société Coopérative de Ste-Cécile-du-Bic conserve tous les traits d'une petite coopérative locale. Elle compte sur la loyauté de 44 à 48 membres, elle brasse un chiffre d'affaires de \$10,000.00 environ annuellement. Nous pourrions également noter que c'est une institution qui répond davantage aux principes fondamentaux de l'auto-subsistance, d'indépendance, qu'aux principes d'une agriculture d'échanges orientée vers les marchés. En d'autres termes, celle-ci répond aux besoins des cultivateurs bicois qui veulent s'approvisionner au meilleur coût et contrôler une partie du marché local, marché au reste relativement restreint. La partie des biens que les cultivateurs expédient à l'extérieur du village ou de la région reste modeste. Malgré cela, il faut penser que cette période, très difficile au niveau économique, peut être considérée comme un temps fort et héroïque dans l'histoire de son développement. En effet, à une époque où la misère était monnaie courante, où les faillites ne se comptaient plus, cette petite institution locale a traversé la "crise" avec courage et fermeté, elle a su jeter les bases d'une nouvelle crédibilité parmi la population rurale envers la coopération. Ses membres se sont solidarisés à des projets communs, ainsi au beau milieu des difficultés financières, ils ont procédé à l'acquisition

d'une première fromagerie coopérative, pierre d'angle de projets encore plus ambitieux dans le secteur de l'industrie laitière.

Par delà la diversité de leurs expressions, les coopératives agricoles de Saint-Fabien, de Sainte-Luce et du Bic ont connu un développement relativement semblable. La caractéristique principale de nos premières coopératives du Bas Saint-Laurent fut sans conteste le style pragmatique de leur développement, collant aux besoins et aux problèmes de la réalité de l'époque et peu préoccupé des aspects idéologiques de la coopération.

Toutefois, elles ont permis la création d'un courant de solidarité dans un milieu marqué profondément par l'indépendance et l'individualisme. C'est vrai que ces coopératives ne dépassaient pas les limites de la paroisse, cependant il faut considérer qu'à cette époque pionnière aucun autre organisme provenant de l'État ou de l'entreprise privée exerçait une impulsion significative au niveau régional. C'est dans une phase ultérieure de développement qu'on pourra observer le phénomène d'intégration des petites coopératives à une plus importante, avec le soutien intéressé de l'État.

1. Recensements statistiques, Canada 1901, 1931.
2. Chiffres fournis par Faucher A. et Lamontagne M. "L'histoire de l'industrialisation" dans **Le "Retard" du Québec**, pp. 26-42.
3. Haythorne, G. **Labor in Canadian Agriculture**. Harvard University Press, Cambridge, 1960, p. 282.
4. Haythorne, G. (idem) p. 492.
5. Recensements du Canada. 1911-1921.
6. Recensement de 1931, 8: LXXI.
7. A.C.J. **Le problème industriel au Canada français**. Secrétariat de l'A.C.J.C., 1922, p. 178.
8. G. Filion. **Le syndicalisme agricole**, pp. 72-73.
9. Région: notre région comprend pour cette étude, les comtés de recensement suivants: Rimouski, Temiscouata, Malane.
10. La rédaction "Résultats de notre enquête agricole", le **Semeur**, vol. 12, no 9 (avril 1916), p. 243.
11. Extrait du texte de Gérard Filion, In: **L'Isle-Verte vue du large**, de Robert Michaud, Leméac, 1978, pp. 296-297.
12. P. Hubert, "La jeunesse de la région de Rimouski", le **Semeur**, vol. XVIII, no 10 (mai 1922), p. 222.
13. F.A. Angers, "**L'Agriculture**", "documentation statistique", Fidès, 1944, pp. 492-518.
14. O. Asselin, "L'industrie dans l'économie du Canada-français", **L'Action canadienne-française**, vol. XX, no 3. (sept. 1928), pp. 157-158.
15. E. Minville, "Situation Économique" in **Le Canada**, 19.11.1927, p. 1.
16. Les statistiques concernant le flux migratoire vers les États-Unis analysées par Yolande Lavoie dans "Les mouvements migratoires des canadiens entre leur pays et les États-Unis aux XIXe et XXe siècles": "étude quantitative" **La population du Québec**, Boreál Express 1973, p. 75, trouvent une confirmation lorsqu'on examine les rapports annuels des curés du diocèse de Rimouski qui notent une forte reprise de l'émigration.
17. Mgr G. Courchesne, "Il existe une crise agricole" **Progrès du Golfe**, 2 août 1929, p. 2.
18. "La mévente de nos récoltes", **Progrès du Golfe**, 16 nov. 1924, p. 4.
19. "Les organisations agricoles" Opinion libre dans le **Progrès du Golfe**: 25 mai 1927, p. 2.
20. **Inventaire de Ressources Naturelles et Industrielles**, du comté municipal de Rimouski, p. 104.
21. Coulombe, Marielle, **Histoire de Saint-Fabien, 1828-1978**, Corporation municipale de Saint-Fabien, Rimouski, les Impressions des Associés Inc., 1978, p. 168.
22. **Inventaire des Ressources Naturelles et Industrielles**, 1938, comté municipal de Rimouski, p. 63.
23. Extrait de la **Gazette officielle du Québec**, 18 août 1928, No 4225, Ministère de l'Agriculture.
24. **Rapport du Ministre de l'Agriculture**, 1910, pp. 253-5.
25. Gérard Cassista, interview et texte.
26. Interview avec Messieurs Georges et Philippe Chénard.
27. Statistiques du Québec, 1928 à 1938, **Annuaire du Québec**.
28. Source: archives de la coopérative agricole du Bic. Le tableau a été réalisé grâce aux données des bilans annuels de la Société Coopérative Agricole du Bic.
29. Procès-verbal, assemblée des directeurs, 29.09.1941.
30. Exemple, procès-verbal, 4.02.1935.
31. Procès-verbal, assemblée des directeurs, 5.05.1935.
32. Bilan annuel, 1941, p. 8.

# Faits vécus dans la Vallée de la Matapédia

Ovila Paradis

Dans mon jeune âge, j'allais assez souvent chez monsieur Léonard Brochu dont l'épouse, Délima Lebrun, était cousine germaine de mon père. En effet, ma grand'mère Paradis était Geneviève Lebrun, sa tante. J'avais demandé à leurs filles, Valéda, institutrice, et Mme Beaulac, de faire raconter à leur père des faits arrivés dans la région, à ses débuts, et de les noter. Elles me dirent qu'elles en avaient. Après la mort subite de leur père survenue le 20 janvier 1943, à l'âge de 87 ans, je leur demandai ces notes. Quelle ne fut pas ma surprise de ne trouver que des dates et autres choses que l'on peut puiser dans les archives, en même temps que mon regret de n'avoir pas fait moi-même ce travail, de son vivant, lui qui avait toute son intelligence et sa mémoire!

Alors j'ai consulté Mme Brochu. Étant née à Sainte-Flavie, je crois, elle me raconta ce qu'elle tenait de son époux. Je savais déjà que Léonard était le fils de Marcel, lui-même fils de Pierre, le premier habitant de la Vallée, établi à la tête du lac Matapédia et originaire de St-Henri de Lévis. Marcel Brochu avait un poste où les voyageurs arrêtaient, au sud-ouest de la rivière Matapédia, à l'entrée d'Amqui. Il mourut à 78 ans. Sa première femme s'appelait Séraphine St-Laurent de laquelle il eut plusieurs enfants dont Léonard, né le premier janvier 1856, et baptisé à Ste-Flavie. Léonard fit sa première communion à Ste-Angèle, à 14 ans, de la main de l'abbé Morisset.

Je me rappelle que mon père disait mon oncle Marcel. C'est que celui-ci, après la mort de son épouse, en allant chercher des marchandises à Baie-des-Sables, dans le temps de Sandy-Bay, connut Clésof Bossé, veuve de Joseph Lebrun, qu'il épousa quinze jours après. Il revint avec la nouvelle famille qui fournit l'épouse de Léonard, Délima Lebrun, mariage béni, me dit-elle, par l'abbé Pérusse, à Lac-au-Saumon aujourd'hui, en 1879. Il est à noter que M. l'abbé Joseph-Alfred Pérusse avait été nommé "Curé de St-Moïse" avec des pouvoirs additionnels le 30 octobre 1878". (Cf. "Dans la Maison du Père", page 54, par l'abbé Cléophas Morin). Étaient de la noce les familles Fréchette, St-Pierre, Michaud, Charles-Onésime Jean, mon grand-père maternel, et son frère Jérémie.

Voilà l'exposé nécessaire, je crois, pour en venir à raconter quelques faits intéressants survenus dans la région. (À suivre)

# Le patrimoine archivistique de la région du Témiscouata

Gaétan Bouchard

## INTRODUCTION

Les dépôts d'archives de la province de Québec sont fort nombreux et la plupart contiennent une riche documentation qui attire de plus en plus les spécialistes de diverses disciplines. Ainsi, pour donner suite à l'une des politiques du Centre Régional des Archives dont l'un des objectifs est: "(...) de dresser un inventaire exhaustif de tous les fonds d'archives de la région 01"<sup>1</sup>, cet organisme m'accordait l'an dernier une subvention afin d'entreprendre le relevé et l'inventaire des fonds d'archives de la région du Témiscouata.

Le territoire sur lequel portait cet inventaire (cf. Annexe 1) couvrait quatorze paroisses:

- Saint-Benoît de Packington
- Saint-Elzéar
- Saint-Eusèbe
- Lejeune
- Saint-Honoré
- Saint-Jean de la Lande
- Saint-Juste du Lac
- Saint-Louis du Ha Ha
- Squatec
- Saint-Pierre Lamy
- Cabano
- Dégelis
- Notre-Dame du Lac
- Auclair

## SURVOL HISTORIQUE

L'histoire de cette contrée remonte avant l'arrivée des blancs. En effet, des autochtones appelés **Etchemins** ou **Malécites** s'étaient appropriés le territoire.

Les Amérindiens étaient nomades. Ils circulaient souvent sur de grandes distances en s'aidant des couloirs naturels. Ainsi, comme aujourd'hui, tout le territoire était dessiné par un bassin hydrographique bien pourvu en faune, en flore, en facilités de communication par voies deau. Le lac Témiscouata<sup>2</sup> (dit Maouaska jusque vers 1685) en formait le centre et constituait un point de rencontre naturel. En outre, la région s'avérait une zone intermédiaire, car ses habitants pouvaient échanger aussi bien avec les bandes amies du Saint-Laurent par le sentier du Grand-Portage ou en empruntant les rivières de la région de Trois-Pistoles qu'avec celles de la région sud du Nouveau-Brunswick en utilisant le fleuve St-Jean. Les Amérindiens avaient donc élu domicile dans un réseau où il était facile de se déplacer, de communiquer, de s'adonner à la chasse, base de leur survie.<sup>3</sup>

Durant le Régime français, le Seigneur Charles-Aubert de la Chesnaye reçoit en 1683 le territoire Témiscouatain. La Seigneurie Témiscouata comprenait trois (3) lieues de terrain de front le long des deux rives de la rivière Madawaska avec le lac Témiscouata sur deux (2) lieues de profondeur.

Mais les objectifs de colonisation et de peuplement dans cette région demeuraient aux yeux du seigneur La Chesnaye, secondaires, puisqu'il désirait étendre son empire commercial sur la plus grande partie du territoire afin d'établir et de contrôler un vaste réseau de traite dont le centre se situerait à Rivière-du-Loup.<sup>4</sup>

Cependant, ce ne fut que dans la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle qu'une première phase de colonisation s'amorce. En 1861, un recensement confirme que la population dans les environs du lac Témiscouata est de 300 âmes. M. Stanislas Drapeau dans son ouvrage intitulé "Étude sur le développement de la colonisation du Bas Canada depuis dix ans, 1851-1861", déclare:

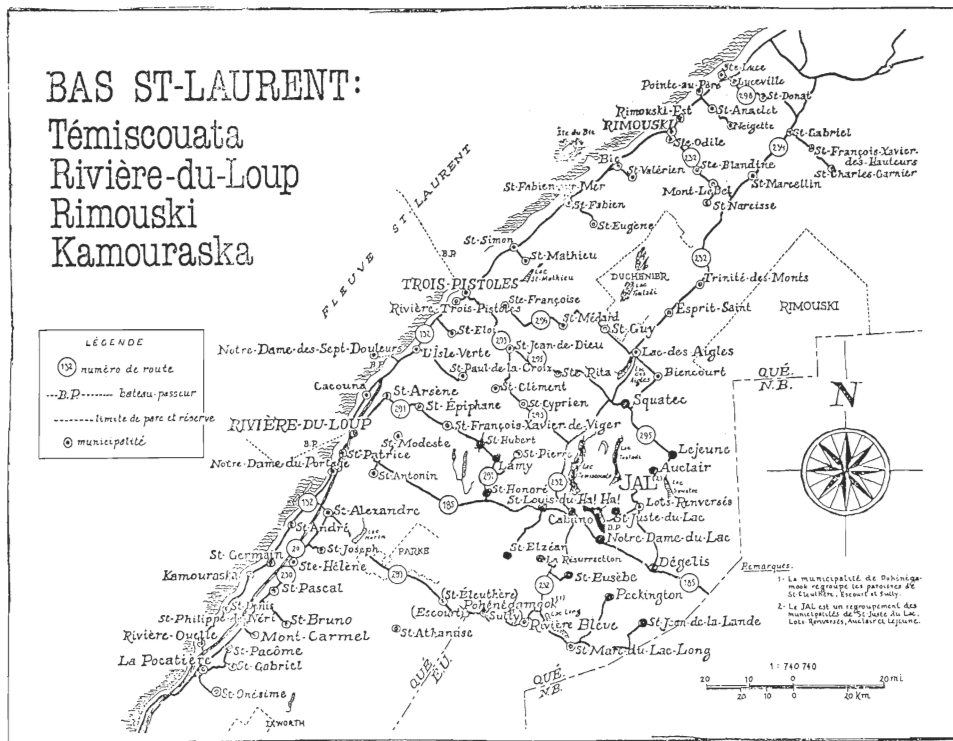
*"Il est assez rare de rencontrer un comté où la colonisation progresse plus énergiquement que celui du Témiscouata depuis dix ans (...)"<sup>5</sup>*

La route du Portage s'améliorant sous le régime anglais, la réalisation d'un embranchement ferroviaire de l'Intercolonial de Rivière-du-Loup à Edmundston ainsi que le démarrage de l'industrie forestière contribuèrent à l'émergence de foyers de colonisation: Squatec, Cabano, St-Honoré, Saint-Louis du Ha! Ha! et Dégelis.

Une seconde vague de colonisation apparut au Témiscouata durant la crise économique des années trente (30). Sous l'instigation de missionnaires-colonisateurs tels que, l'abbé Léo-Pierre Bernier, l'abbé Alcide Couillard et le curé Adélard Beaulieu, des colons munis d'un permis d'occupation s'installent sur des lots de colonisation à Lejeune (1932), Auclair (1931) et St-Elzéar (1929).

En fait, l'occupation humaine de ce territoire est relativement récente (120 ans environ) et avec elle coïncident les débuts de documents manuscrits. L'inventaire réalisé (novembre 1981 - avril 1982) compte quatre-vingts fonds d'archives.

Je me suis particulièrement attaché aux archives religieuses et civiles ainsi qu'aux organismes profanes qui possèdent des documents d'intérêt historique et ayant dix ans et plus d'existence. Lors de l'expérience de 1978, où j'avais travaillé à l'inventaire des fonds d'archives de la circonscription fédérale de Kamouraska-



Ministère des Archives nationales du Québec  
INVENTAIRE NATIONAL DES ARCHIVES DU QUÉBEC (SAPHIR II)

Fiche de description (voir explication, page II)

Titre	Date	Langue	Support	Autres

Caractéristiques physiques

Titre	Autres	Autres	Autres	Autres	Autres

Caractéristiques administratives

Titre	Autres	Autres	Autres	Autres	Autres

Notes de la fiche

1. La municipalité de Duchesneau comprend les paroisses de St-Eugène, St-Jacques et St-Louis.

2. Le JAL est un regroupement des municipalités de St-Joseph du Lac, St-Joseph, Auclair et Saginay.

Rivière-du-Loup, section Rivière-du-Loup<sup>6</sup>, l'équipe du projet en était venue à la conclusion que les organismes qui avaient dix ans et moins d'existence possédaient un infime volume d'archives dont l'intérêt ne justifiait pas toujours le déplacement.

**MÉTHODOLOGIE**

La méthodologie utilisée afin de procéder à l'inventaire du patrimoine archivistique témiscouatain se situe à deux niveaux. D'abord, il s'agit de repérer les fonds d'archives et de les identifier. Ensuite, entreprendre de la façon la plus exhaustive qui soit, la description du fonds d'archives sur une fiche fournie à cette fin par les Archives Nationales du Québec et conçue pour l'inventaire national.

En prenant connaissance des différentes monographies paroissiales, d'albums souvenirs de plusieurs paroisses témiscouataines (cf. Annexe II), j'ai pu constituer un fichier comprenant la liste des fabriques, des conseils municipaux, les organismes religieux et profanes avec leur date de fondation ainsi que des personnalités qui ont marqué la vie de leur communauté respective.

Par la suite, il fallait vérifier l'exactitude des renseignements fournis par les différentes sources d'information ci-haut énumérées. Pour ce faire, je me rendais au bureau de la municipalité, au presbytère, ou bien au magasin général pour colliger le fichier et noter les différentes personnes-ressources, lesquelles devaient être rencontrées subséquemment. Ainsi, la mise à jour du fichier accomplie, je pouvais donc entreprendre la deuxième partie du travail qui consistait à inscrire sur fiche les documents constituant le fonds d'archives proprement dit. Tous les documents originaux et copies pouvaient être inscrits. Parmi ceux-ci recensés, il faut noter deux catégories, soit les documents manuscrits et les documents spéciaux.

Dans les documents manuscrits, l'on retrouve les registres de délibérations des conseils municipaux, des contrats, des rôles d'évaluation foncière. Également, de vieux registres de classe des rapports d'inspecteurs d'école, vestiges écrits de l'ancien système d'éducation canadien-français.

En ce qui concerne les organismes profanes tels, l'A.F.E.A.S., Dames Fermières, Chambre de commerce, la Société St-Jean Baptiste, l'on retrouve des procès-verbaux, des correspondances (lettres), sans oublier les états financiers.

Outre les documents à caractère civil, les documents à signification religieuse occupaient dans cet inventaire une place prépondérante. Bien conservés; des livres de bans, des cahiers de dîmes et capitation, ainsi que de nombreux livres de prières repérés dans les presbytères témiscouatins nous fournissent une documentation intéressante sur les obligations religieuses du clergé local face à leurs paroissiens. Ainsi, avons-nous retrouvé les thèmes suivants aux archives paroissiales: mois du Rosaire, expositions du St-Sacrement, neuvaines, jeûnes, heures d'adoration.

Quant aux documents spéciaux, tels les documents photographiques (diapositives, cartes postales), les documents cartographiques (plans, cadastres), les municipalités de la région du Témiscouata en contiennent un grand nombre. Pour ce qui est de la documentation sur micro-film, le Fort Ingall de Cabano en conserve plusieurs et qui se rattachent aux techniques de construction du fort. De plus, l'on peut retrouver à cet endroit un grand nombre de photographies relatant le feu de Cabano (1950), les débuts de l'industrie forestière, et sur le village lui-même.

Ainsi, après avoir inscrit sur la fiche de l'Inventaire National, le type de document repéré, il fallait par la

suite indiquer le lieu du dépôt d'archives et le nom de la personne responsable. Le chercheur qui désirerait consulter les sources inventoriées, devrait donc s'adresser à l'archiviste régional, afin de s'informer sur la politique d'admissibilité. Enfin, il fallait noter l'état de conservation des documents (très bon, bon, mauvais) qui pour la recherche effectuée était généralement bon. Cela signifie que les documents étaient rangés, soit dans une armoire, un coffre-fort, un classeur ou une boîte cartonnée.

### DIFFICULTÉS INHÉRENTES À LA RECHERCHE

Bien que la plupart des fonds d'archives recensés soient demeurés intacts, (municipalités, fabriques, organismes), tel n'était pas le cas pour les fonds d'archives des communautés religieuses installées au Témiscouata.

En effet, la Congrégation des Filles de Jésus dont l'arrivée à Notre-Dame-du-Lac remonte à 1903 ainsi que de la Congrégation des Soeurs Notre-Dame du St-Rosaire à Cabano en 1905, leur fonds d'archives respectif n'a pu être inventorié car ils ont été récupérés par leur maison provinciale où un service d'archives existe.

D'autre part, bien que cela constitue quelques exceptions, des séries de documents furent détruits. Ici, le cas de Saint-Benoît de Packington ouvert à la colonisation en 1876, en est un exemple probant. Des papiers relatifs à une fromagerie et une beurrerie demeurent aujourd'hui introuvables. Les dossiers personnels de feu Antoine Raymond, député de l'Union Nationale de 1952 à 1966, furent détruits par sa famille l'an dernier. Également, le cas du Cercle des Fermières de Saint-Honoré, où une partie des procès-verbaux de cette association sont disparus.

Malgré ces difficultés, il faut quand même mentionner la découverte de certaines oeuvres manuscrites originales et non-publiées. Feu Marie Leblanc Valcourt (1892-1976), descendante du premier fondateur de la paroisse de Saint-Benoît de Packington et qui, vers la fin de sa vie, écrivait une chronique sur cette paroisse intitulée: "**Petit album historique écrit à l'occasion du Cinquantenaire de la paroisse de St-Benoît Abbé (1922-1972)**". Quant au secrétaire municipal de St-Jean de La Lande, M. A. Dubé, il a produit pour son plaisir, des notes historiques d'une quinzaine de pages sur l'histoire de sa paroisse. Enfin, il faudrait souligner l'initiative de la Corporation de développement industriel de Ville Dégelis qui, pour le centenaire de l'érection canonique de la paroisse (1985), a sollicité la collaboration des citoyens afin de retrouver de vieilles photographies retraçant le passé de cette localité témiscouataine et qui, probablement, servira à illustrer la vie de celle-ci dans un album-souvenir.

### CONCLUSION

Malgré l'histoire relativement récente de cette contrée, les plus anciens documents datent de 1861; l'inventaire du patrimoine archivistique témiscouatain pourra, à bien des égards, devenir une source d'information précieuse tant à l'historien qu'au chercheur. De plus, il pourra certainement contribuer à ceux et celles qui le désirent, à y trouver des voies de recherche dans

l'élaboration de problématiques locales et régionales.

Enfin, j'aimerais souligner que tout au long de cette recherche, il m'a été permis de constater le soin et le respect des gens face aux documents historiques. L'intérêt qu'ils ont manifesté à ma démarche nous autorise aux meilleurs espoirs pour l'avenir dans le domaine de la conservation de notre patrimoine archivistique.

### ANNEXE II — BIBLIOGRAPHIES

- En collaboration, **Album souvenir, Cinquantenaire de St-Juste du Lac 1923-1973**. 1973. 104 p.
- Comité des Fêtes du Cinquantenaire, **Cinquantenaire de l'érection canonique de la paroisse de St-Michel de Squatec 1926-1976**. 109 p.
- Comité du Centenaire, **Un Portage, Le Détour de Notre-Dame du Lac**. 1969, 222 p.
- En collaboration, **Cahier Souvenir d'Aclair, Naissance et vie d'une colonie**. 1971.
- En collaboration, **Album Souvenir des Fêtes de Cabano 1906-1956**. 1956. 96 p.
- En collaboration, **St-Eusèbe, 1906-1981**. Album souvenir. 1981. 124 p.
- En collaboration, **St-Louis se souvient**. Historique. 1978. 73 p.
- A. Cléophas Morin, **Histoire de St-Honoré de Témiscouata 1873-1973**. 1973. 226 p.
- En collaboration, **À la recherche du Témiscouata** (s. d.) Année (?) 213 p.
- En collaboration, **Lejeune 1931-1979**. 1979. 130 p.
- Revue "**Le Témiscouata**" Vol. I et II, 1980-81.

### ANNEXE III — FONDS D'ARCHIVES DU TEMISCOUATA (14 municipalités)

MUNICIPALITÉS	.14
FABRIQUES	13
COMMISSIONS SCOLAIRES	02
ENTREPRISES	08
CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES	02
LIEU HISTORIQUE	01
SOCIÉTÉ HISTORIQUE	01
COOPÉRATIVES	02
PARTICULIER	01
MAISON DE RETRAITE	01
HÔPITAUX	02
ORGANISMES SOCIAUX	33

### RÉFÉRENCES

1. Jean-Pierre Therrien. "Le Centre Régional d'archives du Bas St-Laurent" **Revue d'histoire du Bas St-Laurent**, Vol. VIII, no 1, Janvier-mars 1982, p. 24.
2. Le mot "TÉMISCOUATA" désigne une division de recensement, un lac et un barrage. Le terme micmac "TEMISGOATEG" se traduit par "lac profond". Les racines du termes dont "témis" (profond" et "goateg" (lac). Le nom de lieu est connu depuis le XVIIe siècle. L'appellation actuelle de "témiscouata" fut adoptée vers 1785.
3. Pierre Bérubé, "**Le Témiscouata est une patrie**" dans le "**Témiscouata**", Vol. I, no 2, Juin 1982. p. 19.
4. **IBID.**, p. 20.
5. Stanislas Drapeau. **Étude sur le développement de la colonisation du Bas-Canada depuis dix ans**. p. 38.
6. En collaboration, **Guide de fonds et collection d'archives dans le comté fédéral Kamouraska-Rivière-du-Loup, section Rivière-du-Loup**. 1978. 186 p.

# Document: Rimouski en 1938 Population et économie

Tiré de: **Inventaire des ressources naturelles et industrielles 1938, Comté municipal de Rimouski**, Québec, Ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, 1939, pp. 50-57

## I — SITUATION GÉOGRAPHIQUE

La ville de Rimouski couvre une superficie de 841 acres dans la seigneurie de Rimouski. Elle est située sur le littoral du fleuve Saint-Laurent à l'embouchure de la Grande rivière Rimouski.

La ville est entourée par les deux municipalités rurales de Saint-Germain-de-Rimouski et de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur.

Le relief présente l'aspect d'une plaine échelonnée sur des terrasses. La rivière Rimouski traverse la partie est de la ville.

La municipalité est à peu près entièrement constituée par un habitat urbain.

## II — POPULATION

### Mouvement démographique depuis 1931

La municipalité de la ville de Rimouski couvre un territoire moins étendu que la paroisse religieuse de Saint-Germain-de-Rimouski. Cette dernière, en effet, comprend toute la ville et une bonne partie de la paroisse.

La population actuelle de la ville telle qu'estimée d'après les statistiques combinées du curé et du conseil municipal est d'environ 6,500 âmes; le recensement fédéral de 1931 donne une population de 5,589 âmes. Il y aurait donc une augmentation réelle de 911 âmes depuis 1931. Or la population calculée d'après le dernier recensement et les statistiques démographiques serait de 6,312 âmes; l'accroissement naturel donnerait donc une augmentation de 723 âmes. La différence entre ce dernier chiffre et celui de 911, augmentation réelle, démontre qu'il y a eu dans la ville depuis 1931 une immigration nette d'environ 188 âmes.

Depuis quelques années, surtout depuis l'ouverture de Baie-Comeau et des autres localités de la côte Nord, il existe à Rimouski un mouvement régulier d'immigration et d'émigration. Les arrivants viennent pour des occupations diverses (journaliers, employés divers, voyageurs, agents d'assurances, maisons de pension, etc.). Les partants se dirigent parfois vers l'arrière du comté et s'établissent sur des lots de colonisation, mais le plus souvent ils s'en vont s'engager comme ouvriers de

moulin à Baie-Comeau ou ailleurs sur la côte Nord. Nous avons vu plus haut que l'immigration fut un peu plus forte que l'émigration depuis 1931.

### Occupation du sol

La ville compte au total 546 propriétaires, dont 510 domiciliés et 36 non domiciliés; il y a 3 propriétaires de fermes et 543 propriétaires de maisons; ces dernières sont habitées par les propriétaires domiciliés et par 595 locataires. Presque tous les propriétaires domiciliés et environ la moitié des locataires cultivent un petit jardin; très peu de gens domiciliés dans la ville gardent des animaux domestiques. Les communautés et institutions religieuses à savoir l'Évêché, le Séminaire, les Frères du Sacré-Coeur, les Soeurs du Saint-Rosaire, les Soeurs de Jésus-Marie, les Soeurs de la Charité et les Ursulines, comptant au total un personnel d'environ 267, occupent dans la ville 94 acres, soit 11% de la superficie totale.

### Modes de vie

Il est évident que l'agriculture n'a aucune importance comme mode de vie dans la ville même de Rimouski. On y compte cependant 6 cultivateurs domiciliés dont 3 possèdent des terres dans les limites de la ville. On relève en plus deux aviculteurs.

Les **journaliers** forment sans contredit la catégorie de travailleurs la plus nombreuse. Nous n'avons pu distinguer les chefs de familles et les célibataires qui gagnent leur vie en travaillant à la journée; mais nous savons que la ville compte 491 journaliers employés surtout au travail dans les scieries et aux chantiers. La ville ne compte pas actuellement de véritables chômeurs, mais un grand nombre de journaliers n'ont pas d'ouvrage pendant les mois d'hiver.

L'**artisanat** compte 64 boutiques de toutes sortes que nous énumérons.

Boutiques	Nombre
Ateliers de menuiserie .....	2
Forges .....	4
Garages .....	7
Cordonneries .....	7
Boutiques d'horlogers .....	4
Imprimerie .....	1
Boutiques de coiffeurs .....	11
Ateliers de ferblantiers .....	2
Atelier d'électricien .....	1
Boutiques de plombiers .....	3
Boutiques de charrons .....	4
Boutique de photographe .....	1
Buanderie .....	1
Entrepreneur de pompes funèbres .....	1
Boutiques de boulangers-pâtisseries .....	9
Boutiques de bouchers .....	7
<b>Total .....</b>	<b>64</b>

Quant aux **hommes de métier** travaillant pour le compte des autres, parfois comme journaliers, on en compte 133 à savoir: 50 charpentiers et menuisiers, 23 mécaniciens de garage, 10 électriciens, 4 plombiers, 1 horloger, 1 cordonnier, 9 coiffeurs, 3 maçons, 2 plâtriers, 4 marbriers, 7 typographes, 14 peintres, 4 mesureurs de bois, 1 aviateur. À peu près tous ces hommes de métiers tirent la plus grande partie de leur subsistance de l'exercice de leurs métiers. Plusieurs cherchent à se per-

fectionner. L'École des Arts et Métiers du Séminaire fournit aux ouvriers des cours du soir où l'on enseigne le travail du fer et du bois; 30 ouvriers ont suivi régulièrement ces cours jusqu'à date.

Le **commerce** fait vivre 60 familles et comprend 2 commerçants de gros et 58 commerçants de détail; on relève en outre 109 commis employés dans les divers magasins.

Les **transports** occupent régulièrement 7 employés de chemin de fer et 6 employés de navigation. La ville compte également 16 camionneurs et 20 chauffeurs de taxi.

On relève dans Rimouski une douzaine d'**établissements industriels** qui, à part les exploitants, occupent près d'une cinquantaine d'employés permanents et au-delà de 400 employés temporaires, ces derniers travaillant pendant une période moyenne d'environ 6 mois par année; ces employés sont pour la plupart des journaliers que nous avons déjà mentionnés; quelques-uns sont des hommes de métier également énumérés plus haut. On doit cependant noter qu'un certain nombre de ces employés de l'industrie demeurent dans les municipalités voisines de la ville.

À part les communautés religieuses, l'**enseignement** occupe dans la ville 2 professeurs laïques au Séminaire et 4 institutrices. Il nous a été impossible de déterminer le nombre de jeunes filles de la ville qui enseignent en dehors.

À part l'enseignement, le **travail féminin** est assez en honneur dans Rimouski. On compte environ 200 jeunes filles en service domestique dans la ville; les 2/3 de ces dernières viennent cependant de l'extérieur. Quant aux jeunes filles employées dans les bureaux ou les magasins, on en relève environ 75 dont la plupart sont des jeunes filles de la ville de Rimouski.

Les hommes de **profession libérale** sont assez nombreux à Rimouski, où l'on compte 13 avocats, 3 notaires, 1 protonotaire, 13 médecins, 3 dentistes, 1 vétérinaire, 10 ingénieurs, 7 agronomes, 2 ingénieurs forestiers, 1 arpenteur, 1 chimiste et 2 journalistes.

Quant aux **autres occupations** que nous n'avons pas encore énumérées, elles comprennent 8 hôteliers, 11 contracteurs de chantiers, 3 entrepreneurs, 2 ouvriers agricoles, 6 policiers et 162 employés et agents divers. Signalons enfin que la ville compte 126 rentiers.

Après toutes ces énumérations, on peut conclure que l'industrie, surtout l'industrie du bois dirigée par les compagnies Price Bros. et **La Perrelle Lumber**, font vivre une bonne partie de la population de la ville par l'ouvrage qu'elles fournissent principalement aux journaliers. Rimouski est aussi le grand centre de consommation et de distribution des produits agricoles de la région; c'est ainsi que le commerce y est assez développé. De Rimouski, les produits laitiers, produits animaux, etc., sont expédiés à la côte nord ou vers les grands centres.

### III — ASPECT ÉCONOMIQUE

#### A — AGRICULTURE

Nous avons vu que la ville de Rimouski est à peu près entièrement constituée par un habitat urbain. On

n'y relève que 3 cultivateurs qui possèdent des terres dans les limites de la ville. La municipalité rurale qui se rattache à la ville de Rimouski est la paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski.

#### B — INDUSTRIES

##### Industries dérivées de l'agriculture

Rimouski n'est pas lui-même un centre agricole, et cependant toutes les industries dérivées de l'agriculture exploitées pour les besoins des cultivateurs de la région sont centralisées dans la ville.

##### 1) Beurrerie

**La Société Coopérative agricole de Rimouski** exploite une beurrerie dans la ville de Rimouski. Cette industrie fut établie en coopérative en 1931, mais elle existait déjà alors depuis plusieurs années. Elle fonctionne actuellement pendant toute l'année à rendement irrégulier suivant la saison.

La production de 1937 fut de 84,120 livres de beurre qui furent vendues au prix moyen de \$0.265 la livre. Le lait servant à la fabrication du beurre provient surtout des cultivateurs de Saint-Germain-de-Rimouski, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur et Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père. Quelques cultivateurs de Sainte-Luce et de Saint-Donat y apportent leur lait au printemps et à l'automne.

Toute la production de la beurrerie est vendue en gros et en détail dans Rimouski et les environs. Non seulement le marché local absorbe toute la production, mais il requiert un surplus étranger. La beurrerie a une capacité de production beaucoup plus grande et produirait certes davantage si elle recevait une plus forte quantité de lait.

La principale concurrence que subit la Coopérative est celle d'un cultivateur de Bic qui vient régulièrement avec un camion chercher le lait chez les cultivateurs pour le transporter à la beurrerie de Sainte-Cécile-du-Bic.

Plusieurs prétendent qu'il serait bon d'instituer à Rimouski un établissement pour la pasteurisation du lait et de la crème et pour la fabrication de Yoghourt.

##### 2) Meunerie

On relève dans la ville une seule meunerie appartenant au Séminaire de Rimouski et administrée pour ce dernier par Monsieur J.A. Ouellet. Cette petite industrie est établie sur les dépendances du Séminaire depuis environ 25 ans. Elle fonctionne actuellement 12 mois par année à rendement très irrégulier. En 1937, on y a produit 20,000 livres de farine et 700,000 livres de moulée.

Cette meunerie est exploitée pour les besoins des cultivateurs de la région. Le Séminaire garde 10% des gains à titre de rétribution. Ce qui reste ainsi à l'administration est employé en très grande partie soit à la boulangerie du Séminaire pour la farine, soit à la ferme de l'École d'Agriculture pour les moulées; une très faible proportion est vendue aux consommateurs locaux.

##### 3) Tannerie et fabrique de chaussures

Monsieur Edmond Dumont exploite une tannerie à Rimouski depuis une cinquantaine d'années. Il tanne les peaux que les cultivateurs de la région lui apportent et charge en moyenne \$4 la peau. Il a ainsi tanné 350 à

400 peaux en 1937.

Le propriétaire de la tannerie achète aussi des cultivateurs un certain nombre de peaux qu'il utilise pour son propre compte à sa fabrique de chaussures qu'il exploite depuis 1937. Monsieur Dumont fabrique surtout des bottes qu'il vend dans la région. Depuis que cette industrie fonctionne, c'est-à-dire depuis environ 1 an, il a vendu aux cultivateurs et aux commerçants de détail de la région près de 700 paires de bottes dont 500 paires à \$5 et le reste à \$3.50 et \$4 la paire.

Monsieur Dumont emploie deux hommes en permanence dont l'un à la tannerie et l'autre à la fabrique de chaussures; à cette dernière, il emploie aussi une femme occasionnellement.

## Industrie du bois

### 1) Scieries et ateliers de planage

La principale industrie de la ville est sans contredit la scierie exploitée à Rimouski depuis 1902 par les **PRICE BROTHERS & CO. LTD** dont la production en 1927 a atteint les chiffres suivants: 26,000,000 p.m.p. de bois de sciage, 946,000 p.m.p. de bois de fuseau et 17,146,000 bardeaux. Cette production ne varie guère depuis quelques années. La compagnie a aussi vendu comme sous-produit 13,750 tonnes de déchets de bois (chips).

Le bois utilisé dans les usines de la compagnie provient des terres de la Couronne dans une proportion de 90% environ. Le reste, soit 10%, est coupé sur les réserves forestières de la compagnie dans la seigneurie Nicolas Rioux, ou encore sur des lots privés que la compagnie possède ailleurs. Voici en p.m.p. et en pourcentage de la production totale les essences utilisées à la scierie:

Essences	P.M.P.	% de la production
Sapin et épinette	25,300,000	88.9%
Cèdre	1,217,000	4.3%
Pin	1,000,000	3.5%
Bouleau	946,000	3.3%
	<b>28,463,000</b>	<b>100%</b>

Toute la production fut vendue aux commerçants de gros du Canada et surtout de l'extérieur dans les proportions suivantes: 85% aux États-Unis, 10% dans l'Ontario, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, et 5% dans le Québec.

La Compagnie a établi sa scierie à Rimouski par suite des facilités de flottage du bois; ses usines sont en effet situées à l'embouchure de la Grande rivière Rimouski.

La Compagnie emploie en permanence 24 hommes dont 9 employés de bureau. La période de sciage du bois se prolonge pendant 6 mois, de mai à novembre, et occupe environ 325 ouvriers. Pendant ce temps, l'industrie fonctionne à plein rendement. En hiver, la Compagnie emploie à différentes périodes une soixantaine d'hommes soit aux réparations ou à la garde du moulin, soit à l'expédition du bois, etc.

Il est évident que cette industrie, qui fait vivre une bonne partie de la population de Rimouski, ne pourrait disparaître sans causer dans la localité une perturbation économique. Dans les conditions actuelles d'approvisionnement, la scierie peut encore fonctionner environ

25 années à ce que prétendent les autorités de la Compagnie qui nous ont fourni les présents renseignements. Les mêmes informateurs affirment qu'il y aurait probablement possibilité d'assurer la stabilité de cette industrie en constituant en réserves forestières tous les lots incultes. Il y aurait même possibilité, paraît-il, de développer considérablement l'industrie en organisant la scierie de façon à ce qu'elle puisse recevoir et transformer en sous-produits tous les déchets de bois des divers moulins de la Compagnie.

La deuxième industrie importante de Rimouski est propriété de **LA PERRELLE LUMBER CO.** qui possède une scierie et une usine de préparation du bois (planage) qu'elle exploite dans la ville depuis environ 25 ans. La production de la scierie en 1937 accuse les chiffres suivants: 500,000 p.m.p. de bois de sciage (bois dur), 12,000,000 de bardeaux et 15,000,000 de lattes. Tout ce bois est acheté à l'état brut en dehors du comté à l'exception de 50,000 p.m.p. provenant des terres patentées de la région.

La Compagnie a de plus acheté en 1937 environ 20,000,000 p.m.p. de bois scié surtout dans la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; elle n'a acheté que 100,000 p.m.p. dans la province de Québec. Ce bois a été plané à l'usine de préparation du bois de Rimouski et expédié comme suit aux commerçants de gros sur les différents marchés: 70% aux États-Unis, 27% en Ontario et 3% seulement dans la province de Québec. Le bois scié a été vendu sur les mêmes marchés et à peu près dans les mêmes proportions que le bois préparé. Ce dernier ne comprenait que du sapin et de l'épinette. Les 12,000,000 de bardeaux furent évidemment fabriqués avec du cèdre. Quant aux 500,000 p.m.p. de bois dur, ils comprenaient environ 225,000 p.m.p. de menuisier, autant de bouleau et 50,000 p.m.p. d'érable.

La Compagnie a établi son industrie à Rimouski par suite des facilités de transport du bois par eau et par chemin de fer et de l'abondance de la main-d'oeuvre.

Cette industrie fait vivre plusieurs familles et la cessation complète des activités causerait évidemment une certaine perturbation économique dans la ville. La Compagnie emploie actuellement 75 hommes à ses usines pendant les 6 mois de plus forte production. L'hiver, elle ne garde que 25 hommes. On relève en plus 3 hommes de bureau employés en permanence.

On estime que la production de la Compagnie a augmenté d'environ 25% depuis 3 ans.

Monsieur **Louis-Philippe Sirois** exploite aussi dans la ville depuis 1914 une scierie et un atelier de planage pour les besoins des cultivateurs. Cette petite industrie fonctionne 7 à 8 mois par année et emploie 3 hommes. En 1937, monsieur Sirois a scié 400,000 p.m.p. et plané 50,000 p.m.p. pour les cultivateurs de la région. Cette production en varie guère depuis quelques années, mais le bois tend actuellement à diminuer sur les terres patentées.

### 2) Ateliers de menuiserie

On relève dans Rimouski deux manufactures de portes et châssis: l'une appartenant à Monsieur Albert Sirois et l'autre à Monsieur Ephrem Gagné. Le premier exploite son industrie une dizaine de mois par année et emploie 3 hommes dont l'un occasionnellement; en 1937 il a



fabriqué 1,800 à 1,900 portes et châssis et il a atteint le chiffre d'affaires de \$8,687.40. L'établissement de Monsieur Gagné fonctionne toute l'année avec deux employés; la production de 1937 fut de 900 à 1000 portes et châssis que Monsieur Gagné a vendus au prix moyen de \$4.50 l'unité. MM. Sirois et Gagné achètent de la Compagnie Price tout le bois qu'ils utilisent à leur atelier. Ils fabriquent pour le marché local et celui de la Côte Nord; Monsieur Sirois s'occupe aussi occasionnellement de la préparation du bois (planage).

Il y a aussi dans Rimouski 2 autres ateliers de menuiserie générale exploités respectivement sous les raisons sociales de Lavoie & Frère et de Georges Bélanger.

MM. Lavoie, deux menuisiers de Rimouski, viennent d'ouvrir leur atelier de menuiserie et de préparation de bois. Ils n'avaient commencé leur exploitation que depuis une quinzaine de jours lors du passage des enquêteurs, au mois d'août 1938.

Quant à monsieur Bélanger, un ouvrier à l'emploi de la compagnie Santerre de Rimouski, il possède un petit atelier où il fabrique le soir et par temps perdu quelques portes et châssis et des articles de menuiserie générale.

Ces deux derniers établissements ne peuvent être considérés comme des établissements industriels; ce sont plutôt des boutiques d'artisanat.

## Autres industries

### 1) Manufacture de monuments funéraires

Rimouski possède une manufacture de monuments funéraires exploitée sous la raison sociale de **Beudet & Frenette Ltée** et fonctionnant 11 mois par année. Cette entreprise existe depuis 25 à 30 ans, mais avant 1935 elle était exploitée comme simple boutique d'artisanat. En 1937, le prix de revient de la Compagnie s'est chiffré par \$9,338.50. La Compagnie a acheté 150 pieds cubes de marbre des États-Unis, 450 pieds cubes de granit de Stanstead et 100 pieds cubes de pierre calcaire de Saint-Marc-des-Carières; ces derniers chiffres sont approximatifs.

Les monuments sont vendus par l'intermédiaire d'agents. La production est écoulee dans la province dans une proportion de 90 à 95%; le reste est vendu dans les autres provinces.

La compagnie emploie 8 hommes à son atelier.

Cette entreprise éprouve certaines difficultés à cause du coût trop élevé de la matière première qu'on doit faire venir des États-Unis. Les exploitants prétendent également que l'industrie serait plus prospère si la vente était réglementée par le Gouvernement ou par des associations corporatives. Actuellement cette industrie subit la concurrence d'une trentaine de petits fabricants de la province du Nouveau-Brunswick qui fabriquent sans main-d'oeuvre étrangère et vendent à rabais; ces derniers en calculent pas le prix de revient, l'intérêt sur le capital investi, la dépréciation de l'outillage, etc. De plus, les carrières tendent à centraliser chez elles la préparation de la pierre et dans ce but, elles vendent la pierre brute à un prix peu différent de la pierre travaillée. Ainsi, il devient plus avantageux d'acheter aux carrières des monuments tout fabriqués et de les revendre,

que d'acheter la matière première brute et de fabriquer les monuments. Le coût de transport est aussi moins élevé, car l'agent fait alors expédier le monument directement à destination au lieu de faire passer la pierre par la manufacture pour la faire travailler d'abord et l'expédier ensuite à destination.

### 2) Manufacture de matelas

Cette entreprise, propriété de Monsieur Octave Bertin, est établie à Rimouski depuis juin 1937 et elle a fonctionné sans interruption depuis, mais non pas à plein rendement. Monsieur Bertin ne fait presque pas de matelas neufs. Il répare et refait les vieux matelas et fait le rembourrage des meubles pour les gens de la région. Il a refait, au cours de la dernière année, de 350 à 400 matelas environ; il charge \$3.50 du matelas pour ce travail et \$3.75 pour faire un matelas neuf. Il fait venir de Montréal sa matière première. Monsieur Bertin garde 2 employés une couple de mois au printemps.

Dans les conditions actuelles d'exploitation, il y a très peu de possibilité de grand développement pour cette entreprise. Le marché régional serait cependant très bon pour les matelas neufs. Mais il manque à monsieur Bertin le capital pour s'organiser de manière à pouvoir fabriquer en grande quantité. De plus, dans cette ligne, il ne peut soutenir la concurrence des gros manufacturiers des grands centres ou d'ailleurs qui peuvent eux se procurer à bien meilleur compte la matière première. Monsieur Bertin prétend que s'il pouvait faire venir cette dernière par grosse quantité, les taux de transport seraient beaucoup moins élevés car il pourrait alors faire venir par goélette. Remarquons que cette entreprise est la seule petite industrie du genre existant actuellement dans toute la région du bas du fleuve.

### 3) Fabrique de carpettes

Monsieur Philippe Dubé de Rimouski a inventé un genre de carpettes qu'il fabrique avec des vieux pneus d'automobile. Il a fait enregistrer son invention et depuis janvier 1938 il a lancé son produit sur le marché. Cette entreprise fonctionne sous la raison sociale de **MANUFACTURE DE CARPETTES "FABRIX" ENRG**. Monsieur Dubé fabrique lui-même ses carpettes avec l'aide de sa femme, de deux employés qu'il garde en permanence et d'une autre femme qu'il emploie occasionnellement.

Depuis qu'il a commencé cette exploitation, c'est-à-dire de janvier à la fin de juin, monsieur Dubé a fabriqué et vendu 489 carpettes, soit 2210 1/2 pieds cubes. Le montant total des ventes fut de \$1,800. Le propriétaire achète les vieux pneus dans les garages. Il vend sa production dans la province par l'intermédiaire d'agents et il agit lui-même assez souvent comme agent pour son produit.

Cette petite industrie a bien commencé et semble vouloir se développer.

### 4) Fabriques d'eaux gazeuses

La ville de Rimouski possède 2 fabriques d'eaux gazeuses exploitées respectivement sous les raisons sociales de **Henri Jacob** et de **Compagnie Riki Ltée**; le gérant de cette dernière est monsieur J.A. Marquis. La première fonctionne depuis 1930 alors que la compagnie Riki Ltée n'a commencé son exploitation qu'en mai 1937.

La plus importante est celle de Monsieur Henri Jacob. Ce dernier emploie 3 hommes en permanence, 2 aides temporaires et 3 hommes sur les camions pour la distribution. Il a fabriqué en 1937 environ 18,000 à 20,000 caisses de 24 bouteilles. Cette production comprend surtout le Pepsi-Cola dont monsieur Jacob est distributeur pour cette région. Le Pepsi-Cola s'est vendu \$0.80 et les autres \$0.70 et \$0.60 la caisse. Monsieur Jacob vend toute sa production aux commerçants de détail de Saint-Fabien à Matane et sur la Côte Nord.

La Compagnie Riki Ltée emploie 4 hommes en permanence à la fabrique et 2 hommes sur les camions. Sa production pour 1937 fut de 3,776 caisses qui se sont vendues à \$0.60 la caisse. Ce chiffre comprend la production pour 7 à 8 mois, car l'entreprise n'a débuté qu'au cours du mois de mai 1937. La Compagnie fabrique les caisses de 6 bouteilles (Jumbo), les caisses de 12 bouteilles (30 ozs) et les caisses de 24 bouteilles (10 et 12 ozs).

Ces deux entreprises, semblent assez bien fonctionner. Le chiffre d'affaires de la première est naturellement beaucoup plus élevé et cela s'explique du fait que monsieur Jacob est distributeur du Pepsi-Cola qui est très en vogue sur le marché.

## 5) Fabrique d'eau de Javelle

Cette entreprise, propriété de Monsieur J.H. D'Anjou, n'est même pas en pratique une petite industrie. Le propriétaire ne la garde en exploitation que pour permettre à son employé, un jeune infirme, de gagner quelque argent. Il a fabriqué en 1937 environ 100 douzaines de bouteilles d'eau de javelle qui se sont vendues au prix de \$0.75 la douzaine.

## C — TRANSPORTS

### Navigation

Le quai de Rimouski prend une importance croissante depuis 1932. On y construit actuellement un nouveau quai, on creuse le chenal, et les plans sont de poursuivre les développements. La Compagnie de Transport du Bas Saint-Laurent surtout, la Clarke Steamship et de nombreuses goélettes desservent le port. Ils y trouvent un chenal artificiel de 16 pieds à marée basse et un quai en très bon état. La navigation ouvre vers le 15 avril et se termine vers le 10 décembre.

On estime que 721 navires ayant séjourné au total 1,551 jours, se sont arrêtés dans le port en 1937. Ils ont transporté 25,000 passagers et un fort tonnage de marchandises impossible à déterminer avec précision, mais parmi lesquelles on trouve à l'arrivée: 10,331 tonnes de produits agricoles, 333,396 gallons d'huile, et 2,800 tonnes de fer; au départ: 418 têtes de bétail, 36,303,043 p.m.p. de bois de sciage, 20,273 cordes de bois à pâte, et 159,440 m. bardeaux.

Les marchandises reçues intéressent toute la région de Mont-Joli vers l'est à Saint-Fabien vers l'ouest, ainsi que tout l'arrière-pays du comté.

Les marchandises expédiées viennent d'un peu partout. Les produits agricoles viennent de la région et sont expédiés surtout sur la Côte Nord; les produits forestiers viennent de Matane, Priceville, Saint-Pacôme, Rimouski,

et de la région et partent de Rimouski à destination des marchés extérieurs. On expédie aussi sur la Côte Nord du bois importé de Colombie-Britannique et des marchandises diverses venant de Montréal, Toronto et des États-Unis.

### Chemin de fer

La gare de Rimouski desservie par le C.N.R. a aussi repris beaucoup d'importance depuis le développement de la Côte Nord. L'augmentation de la circulation est de l'ordre de 20% pour les marchandises et de 30% pour les voyageurs. Chaque année, on améliore l'outillage et les entrepôts; on a dépensé à cet effet environ \$30,000 en 1937 et \$20,000 en 1938. Actuellement, on y trouve 10 voies d'évitement à part la voie principale. La gare est munie de bonnes salles et entrepôts et de tous les services publics nécessaires.

Il part de la gare de Rimouski environ 40,000 passagers par année. Quant au volume de circulation des marchandises, il se chiffre par près de 150,000 tonnes pour l'année 1937; ce chiffre comprend 80,000 tonnes de marchandises reçues et 70,000 tonnes de marchandises expédiées. Ces dernières comprennent surtout des produits de la forêt.

### Routes

#### 1) Voyageurs

Trois services d'autobus partent régulièrement de Rimouski. L'un fait tous les jours le trajet entre Rimouski et Matane; un autre fait également un voyage par jour entre Rimouski et Biencourt; le troisième parcourt 2 fois par jour la route entre Rimouski et Les Hauteurs. Ces différents services sont interrompus le dimanche.

Les services touristiques d'autobus ne font cette année que passer par Rimouski. L'an dernier cependant (1937), l'Hôtel Saint-Laurent était un des points d'arrêt dans l'itinéraire de quelques compagnies. Cette année, ces dernières ont choisi l'hôtel du Rocher Blanc à Sacré-Coeur.

On relève dans la ville une vingtaine de chauffeurs de taxi à la disposition du public.

#### 2) Marchandises

La ville est régulièrement desservie par les camions de Beudet Pool Car et de Verreault Pool Car de Mont-Joli.

Quant au camionnage non organisé, il comprend d'abord quelques commerçants de l'extérieur qui viennent vendre dans la ville leurs produits, surtout des produits alimentaires.

On relève aussi une vingtaine de camionneurs locaux affectés occasionnellement au service public. Ils transportent surtout du bois et des matériaux de construction.

### Aviation

La **Quebec Airways** établit l'été la liaison entre Rimouski, Québec et Montréal pour le transport du courrier d'outre-mer arrivant à la Pointe-au-Père; l'hiver, elle assure le transport des voyageurs, des marchandises et du courrier entre Rimouski et la Côte Nord (Forestville, Baie-Comeau, Chute-aux-Outardes).

Avec les compliments  
des laiteries Pasteur et Laval



**PASTEUR**



*Laval*

DIVISIONS DE LAIT NATURE  
DE LA COOPÉRATIVE AGRICOLE  
DU BAS-SAINT-LAURENT

ENVELOPPES  
CHEQUES

FORMULES  
COMPTABLES

JOURNAUX  
REVUES  
BROCHURES  
DÉPLIANTS

AFFICHES  
BILLETS

LIVRE

CALENDRIERS  
CARTES D'AFFAIRES

Une voie d'accès sur  
la **PERFECTION**  
dans vos imprimés

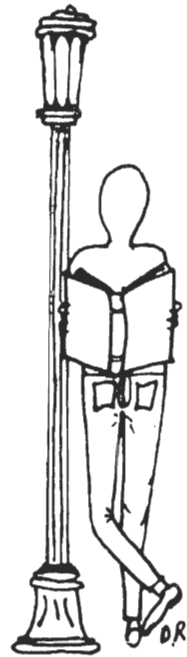
Impression de haute qualité  
à des prix très compétitifs.

**IA** IMPRESSIONS  
DES  
ASSOCIES

INC.

212 de la Cathédrale, Rimouski

**723-2487** ou **723-2188**



*La Librairie*

*Blais,  
212 de la Cathédrale  
Rimouski 723-2189*

*Là  
où  
on  
aime  
et  
connaît  
le  
livre*

3,95 \$

